

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

PARAISANT LE JEUDI

Matahiti 139
N° 41

TE VE'A A TE HAU TO POLYNESIA FARANI

Mahana 11
no Atopa 1990

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES PROMULGUES

Pages

Décret n° 90-697 du 1er août 1990 relatif à l'assurance de protection juridique. (Arrêté de promulgation n° 1007 DRCL du 1er octobre 1990).	1601
---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

Arrêté n° 988 BAC du 25 septembre 1990 portant répartition et versement aux communes et au territoire de la Polynésie française de la dotation spéciale instituteurs 1990 (première part) au titre de la prise en compte par l'Etat des charges afférentes au logement des instituteurs.	1602
------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------

EXTRAITS

Arrêté n° 506 MAFIC du 22 mai 1990 portant attribution du brevet d'aptitude à l'animation socio-éducative (B.A.S.E.).	1604
Décision n° 990 CAB/DPC du 26 septembre 1990 portant approbation d'un calendrier prévisionnel des examens du brevet national de secourisme et de ses spécialités au titre du second semestre 1990.	1604
Arrêté n° 1004 CAB/MIL du 28 septembre 1990 portant composition et appel de la fraction de contingent 90-12.	1604
Arrêté n° 1012 AC/DIR/NA.2 du 2 octobre 1990 relatif aux procédures opérationnelles de vol VFR de nuit entre les aérodromes de Tahiti-Faaa et Moorea-Temae applicables aux vols privés, modifiant l'arrêté n° 6972 AC/DIR/NA du 17 décembre 1982.	1604

ACTES DES INSTITUTIONS DU TERRITOIRE

ARRETES DU GOUVERNEMENT OU DES MINISTRES

PRESIDENCE

Arrêté n° 536 PR du 1er octobre 1990 portant délégation de signature à MM. Michel Lansiaux et Roland Dejean de la Batie, adjoints au contrôleur général des dépenses engagées.	1605
--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------

EXTRAITS

Arrêté n° 541 PR du 3 octobre 1990 relatif à l'exercice des attributions du ministre de l'urbanisme et du logement, des transports terrestres et de l'administration générale. 1606

**MINISTERE DE LA SOLIDARITE ET DES AFFAIRES SOCIALES, DE LA JEUNESSE,
DE LA FAMILLE ET DE LA CONSOMMATION**

EXTRAITS

Arrêtés n° 1061 à n° 1063 CM du 4 octobre 1990 approuvant et rendant exécutoires les délibérations n° 2-90 à n° 4-90 ITC du 19 juillet 1990 du conseil d'administration de l'Institut territorial de la consommation : - relative au rapport d'activité de l'année 1989 de la directrice par intérim de l'Institut territorial de la consommation ; - relative à l'approbation du compte financier de l'exercice 1989 de l'Institut territorial de la consommation ; - et relative à l'affectation du résultat de l'exercice 1989 de l'Institut territorial de la consommation. 1606

MINISTERE DE LA MER, DE L'EQUIPEMENT, DE L'ENERGIE ET DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

EXTRAITS

Arrêté n° 1059 CM du 4 octobre 1990 accordant des licences de pêche dans la zone économique de la Polynésie française à trois thoniers japonais. 1606

MINISTERE DE LA SANTE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

EXTRAITS

Arrêté n° 4612 MSE du 2 octobre 1990 autorisant la société Tahiti Bull, au titre de la régularisation, à installer et exploiter un atelier de mécanique générale (établissement de la 1^{re} classe des installations classées pour la protection de l'environnement, commune de Papeete). 1606

Arrêté n° 4613 MSE du 2 octobre 1990 autorisant la Société d'équipement de Tahiti et des îles (Sétil) à installer et exploiter un groupe électrogène de secours (établissement de la 1^{re} classe des installations classées pour la protection de l'environnement, commune de Faa'a). 1608

Arrêté n° 4641 MSE du 3 octobre 1990 autorisant la Fédération des associations de protection de l'environnement "Te Ora Naho" à mener une campagne d'arrachage de *Miconia calvescens* D.C. sur l'île de Tahiti. 1609

MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DES ARCHIPELS, DU DOMAINE ET DES AFFAIRES FONCIERES

EXTRAITS

Arrêté n° 1048 CM du 28 septembre 1990 portant affectation à la direction de l'équipement d'un emplacement de domaine portuaire à Fakarava - Tuamotu. 1610

Arrêté n° 1049 CM du 28 septembre 1990 portant déclassement pour incorporation au domaine privé du territoire d'un emplacement de domaine public maritime à Fakarava - Tuamotu (régularisation). 1610

Arrêté n° 1054 CM du 4 octobre 1990 autorisant l'affectation d'une parcelle de terrain formant le lot A de la terre Tahutumu (ex-propriété Peirce) et des constructions y édifiées, sis à Arue, au profit de la commune. 1610

MINISTERE DE L'EDUCATION ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

EXTRAITS

Arrêtés n° 1050 à n° 1052 CM du 28 septembre 1990 approuvant et rendant exécutoires les délibérations n° 1-90 à n° 3-90 ETA du 29 juin 1990 : - portant approbation du tarif des prestations de l'Ecole territoriale d'administration ; - portant approbation du budget de l'Ecole territoriale d'administration, exercice 1990 ; - et fixant la durée des immobilisations de l'Ecole territoriale d'administration. 1610

Arrêté n° 1053 CM du 28 septembre 1990 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 4-89 ETA du 7 août 1989 portant modification du budget de l'Ecole territoriale d'administration, exercice 1989.	1610
Arrêté n° 4569 MED/PEL du 1er octobre 1990 portant organisation d'un concours externe, sur titres, pour le recrutement d'un kinésithérapeute, agent contractuel de la 2e catégorie du corps des agents non fonctionnaires de l'administration. .	1610
Arrêté n° 4570 MED/PEL du 1er octobre 1990 portant organisation d'un concours externe, sur titres et entretien, pour le recrutement d'un chef du bureau infrastructure et matériel, agent contractuel de la 2e catégorie du corps des agents non fonctionnaires de l'administration.	1611
Arrêté n° 4594 MED/PEL du 2 octobre 1990 portant organisation d'un concours externe, sur épreuves, pour le recrutement d'une secrétaire comptable, agent contractuel de la 3e catégorie du corps des agents non fonctionnaires de l'administration.	1611
Arrêté n° 4595 MED/PEL du 2 octobre 1990 portant organisation d'un concours externe, sur épreuves, pour le recrutement de trois analystes-programmeurs, agents contractuels de 2e catégorie du corps des agents non fonctionnaires de l'administration.	1612
Arrêté n° 4596 MED/PEL du 2 octobre 1990 portant organisation d'un concours interne, sur épreuves, pour le recrutement d'un géomètre technicien, agent contractuel de 2e catégorie du corps des agents non fonctionnaires de l'administration.	1613
Arrêté n° 4597 MED/PEL du 2 octobre 1990 portant organisation d'un concours interne, sur épreuves, pour le recrutement d'un animateur sportif territorial - spécialité voile, agent contractuel de la 3e catégorie du corps des agents non fonctionnaires de l'administration.	1614
Arrêté n° 4598 MED/PEL du 2 octobre 1990 portant organisation d'un concours externe, sur épreuves, pour le recrutement d'un animateur sportif territorial - spécialité football, agent contractuel du corps des agents non fonctionnaires de l'administration.	1615
Arrêté n° 4611 MED du 2 octobre 1990 portant nomination des représentants de l'administration aux commissions consultatives paritaires.	1616
Arrêtés n° 1055 à n° 1057 CM du 4 octobre 1990 approuvant et rendant exécutoires les délibérations n° 1-90 à n° 3-90 ETAG du 12 juin 1990 : - portant adoption du rapport d'activité 1989 de l'établissement territorial d'achats groupés ; - portant adoption du compte financier 1989 et affectation du résultat de la section fonctionnement du budget de l'établissement territorial d'achats groupés ; - et portant adoption de la décision budgétaire modificative n° 1-90 de l'établissement territorial d'achats groupés.	1616
Arrêté n° 4681 MED/PEL du 5 octobre 1990 portant modification de l'arrêté n° 4594 MED/PEL du 2 octobre 1990.	1617

**MINISTERE DE L'URBANISME ET DU LOGEMENT, DES TRANSPORTS TERRESTRES
ET DE L'ADMINISTRATION GENERALE**

EXTRAITS

Arrêté n° 4640 MUR du 3 octobre 1990 - Avenant à l'arrêté n° 5802 MUR/AU du 29 décembre 1988 autorisant la réalisation d'un lotissement dénommé "lotissement Maramatahi 2", sur la terre Maramatahi 2 sise à Papenoo, par le CAMICA.	1617
Arrêté n° 1058 CM du 4 octobre 1990 rendant exécutoire la délibération n° 90-11 OTHS du 12 juin 1990 approuvant la décision modificative n° 2 du budget de l'exercice 1990 de l'Office territorial de l'habitat social.	1617

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Avis relatif à l'organisation des examens de l'enseignement technique agricole du ministère de l'agriculture et de la forêt (session de 1991). (J.O.R.F. du 16 septembre 1990, page 11307).	1618
--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------

ACTES DES AUTORITES TERRITORIALES

Service de l'urbanisme.— Certificat d'achèvement des travaux n° 1134 MUR/AU du 8 octobre 1990 délivré au CAMICA pour la réalisation du lotissement Maramatahi 2 à Papenoo.	1619
Délégation à l'environnement.— Enquêtes publiques de commodo et incommodo :	
- M. Jean-Hugues Tricard, mandataire du territoire de la Polynésie française, commune de Teva I Uta.	1619
- M. Georgy Hellouin, mandataire de la Société d'aménagement hydroélectrique polynésienne (S.A.H.P.), commune de Hitiaa O Te Ra.	1619

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces judiciaires et légales.	1620
Annonces diverses.	1622

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES PROMULGUES

ARRETE n° 1007 DRCL du 1er octobre 1990 portant promulgation du décret n° 90-697 du 1er août 1990 relatif à l'assurance de protection juridique.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,

Vu la loi modifiée n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut de la Polynésie française, notamment son article 91 ;

Le gouvernement du territoire informé,

Arrête :

Article 1er. — Est promulgué dans le territoire de la Polynésie française pour y être exécuté selon ses forme et teneur :

— Décret n° 90-697 du 1er août 1990 relatif à l'assurance de protection juridique, paru au J.O.R.F. n° 182 du 8 août 1990, page 9613.

Art. 2. — Le secrétaire général de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 1er octobre 1990.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :

*Le secrétaire général
de la Polynésie française,
Raymond VERGNE.*

**DECRET n° 90-697 du 1er août 1990
relatif à l'assurance de protection juridique.**

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget, et du garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu la directive n° 87-344 C.E.E. du 22 juin 1987 portant coordination des dispositions législatives réglementaires et administratives concernant l'assurance de protection juridique ;

Vu le code des assurances ;

Vu l'article 60 de la loi n° 89-1014 du 31 décembre 1989 portant adaptation du code des assurances à l'ouverture du marché européen ;

Le Conseil d'Etat (section des finances) entendu,

Décète :

Art. 1er. — Au titre II du livre I^{er} du code des assurances (deuxième partie : Réglementaire) est inséré un chapitre VII ainsi rédigé :

« Chapitre VII

« L'assurance de protection juridique

« Art. R. 127-1. — Les documents contractuels relatifs à l'assurance de protection juridique, mentionnés à l'article L. 127-2 du présent code, doivent, lorsque l'entreprise d'assurance a opté pour la modalité de gestion prévue au premier tiret du premier alinéa de l'article L. 321-6, indiquer ce choix.

« L'assuré doit, dès la première demande de mise en jeu de la garantie de protection juridique, être informé sans délai, par l'entreprise d'assurance, de l'adresse du ou des services distincts assurant le traitement des sinistres de la branche de protection juridique.

« Art. R. 127-2. — Les documents contractuels relatifs à l'assurance de protection juridique, mentionnés à l'article L. 127-2, doivent, lorsque l'entreprise d'assurance a opté pour la modalité de gestion prévue au deuxième tiret du premier alinéa de l'article L. 321-6, indiquer la dénomination et le siège de l'entreprise juridiquement distincte à qui est confiée la gestion des sinistres de la branche de protection juridique.

« Art. R. 127-3. — Les documents contractuels relatifs à l'assurance de protection juridique mentionnés à l'article L. 127-2 doivent, lorsque l'entreprise d'assurance a opté pour la modalité de gestion prévue au troisième tiret du premier alinéa de l'article L. 321-6, comporter une mention indiquant, en caractères très apparents, que lorsque l'assuré est en droit de réclamer l'intervention de l'assurance de protection juridique au titre de la police, il a le droit de confier la défense de ses intérêts à un avocat ou à une personne qualifiée de son choix.

« En outre, dès la réception d'une déclaration de sinistre, l'assureur de protection juridique dont la garantie informe l'assuré du droit mentionné à l'alinéa précédent. »

Art. 2. — Au chapitre I^{er} du titre II du livre III du code des assurances (deuxième partie : Réglementaire) est insérée une section VII ainsi rédigée :

« Section VII

« Dispositions spéciales concernant les entreprises pratiquant l'assurance de protection juridique

« Art. R. 321-22. — Toute entreprise d'assurance soumise aux dispositions des articles R. 321-6, R. 321-7, R. 321-8, R. 351-3 doit, lorsqu'elle sollicite un agrément pour la branche de protection juridique, indiquer, lors de la présentation des documents prévus à ces quatre articles, la modalité de gestion adoptée, parmi celles qui sont énoncées à l'article L. 321-6.

« Lorsque l'entreprise choisit de confier les sinistres de la branche de protection juridique à une entreprise juridiquement distincte, conformément aux dispositions du deuxième tiret du premier alinéa de l'article L. 321-6, elle doit adresser copie des statuts de cette entreprise au ministre chargé de l'économie et des finances.

« Si cette entreprise juridiquement distincte a des liens de la nature de ceux qui sont définis à l'article L. 310-15 avec une autre entreprise qui pratique l'assurance d'une ou plusieurs

autres branches mentionnées à l'article R. 321-1, l'entreprise qui sollicite l'agrément doit s'assurer et, en outre, attester :

« 1° Que les membres de son personnel chargés de la gestion des sinistres ou des conseils juridiques relatifs à cette gestion n'exercent pas la même activité pour le compte de l'autre entreprise ;

« 2° Que ses dirigeants ne sont pas aussi des dirigeants de l'autre entreprise.

« Art. 321-23. - Lorsqu'une entreprise agréée dans la branche de protection juridique désire opter pour une autre modalité de gestion que celle qu'elle a précédemment choisie, elle est tenue d'en informer le ministre chargé de l'économie et des finances.

« La nouvelle modalité choisie prend effet un mois après sa notification au ministre, sauf opposition par ce dernier dans le même délai pour un motif de nature à remettre en cause la décision d'agrément.

« Les deuxième et troisième alinéas de l'article R. 321-22 sont applicables.

« Art. R. 321-24. - Pour l'application des dispositions du deuxième tiret du premier alinéa de l'article L. 321-6, l'entreprise juridiquement distincte à qui est confiée la gestion des sinistres de la branche de protection juridique est soit une

entreprise régie par le code des assurances, soit une société civile, soit une société commerciale, soit un groupement d'intérêt économique. »

Art. 3. - Le présent décret est applicable dans les territoires d'outre-mer et dans la collectivité territoriale de Mayotte.

Art. 4. - Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget, le garde des sceaux, ministre de la justice, et le ministre des départements et territoires d'outre-mer, porte-parole du Gouvernement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 1^{er} août 1990.

MICHEL ROCARD

Par le Premier ministre :

*Le ministre d'Etat, ministre de l'économie,
des finances et du budget,*
PIERRE BÉRÉGOVOY

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
PIERRE ARPAILLANGE

*Le ministre des départements et territoires d'outre-mer,
porte-parole du Gouvernement,*
LOUIS LE PENSEC

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

ARRETE n° 988 BAC du 25 septembre 1990 portant répartition et versement aux communes et au territoire de la Polynésie française de la dotation spéciale instituteurs 1990 (première part) au titre de la prise en compte par l'Etat des charges afférentes au logement des instituteurs.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française, modifiée et complétée par la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, et notamment son article 94 ;

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 85-1268 du 29 novembre 1985 relative à la dotation globale de fonctionnement ;

Vu la loi de finances pour 1989 et notamment son article 85 ;

Vu le décret n° 83-367 du 2 mai 1983 relatif à l'indemnité de logement due aux instituteurs ;

Vu le téléx du 11 juillet 1990 fixant les modalités de versement de l'indemnité représentative de logement aux instituteurs rémunérés par le territoire ;

Vu les instructions ministérielles du 6 août 1990 fixant le montant pour chaque collectivité de la dotation spéciale instituteurs au titre de l'exercice 1990 ;

Vu l'ouverture des crédits correspondants dans les écritures de M. le trésorier-payeur général au compte n° 475.72000 "dotation spéciale instituteurs" pour l'exercice 1990,

Arrête :

Article 1er. — Par imputation sur les crédits ouverts au titre de la première part de la dotation spéciale instituteurs de l'exercice 1990, il est attribué et versé aux communes et au territoire de la Polynésie française les sommes figurant dans le tableau annexé au présent arrêté.

Art. 2. — Les dotations seront imputées en recette des budgets communaux bénéficiaires, exercice 1990, au compte n° 745 (dotation spéciale instituteurs, exercice 1990).

Art. 3. — Le secrétaire général de la Polynésie française, le trésorier-payeur général, les receveurs municipaux et le payeur du territoire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 septembre 1990.

Pour le haut-commissaire,
par délégation :

*Le secrétaire général
de la Polynésie française,*
Raymond VERGNE.

ATTRIBUTION DE LA DOTATION SPECIALE INSTITUTEURS POUR 1990 (1^{re} PART)
AYANTS DROIT LOGES AU 1^{er} JANVIER 1990
(Dotation par instituteur en 1990 : 11 557 FF, soit : 210.127 F CFP)

Communes	Nombre ayants droit au 01/01/90	Montant dotation en FF	Montant dotation en F CFP
<i>Iles Australes</i>	13	150.241	2.731.655
Raivavae	3	34.671	630.382
Rapa	1	11.557	210.127
Rimatara	2	23.114	420.255
Rurutu	4	46.228	840.509
Tubuai	3	34.671	630.382
<i>Iles du Vent</i>	8	92.456	1.681.017
Arue	1	11.557	210.127
Faaa	0	0	0
Hitia'a O Te Ra	1	11.557	210.127
Mahina	0	0	0
Moorea-Maiao	3	34.671	630.382
Paea	0	0	0
Papara	0	0	0
Papeete	1	11.557	210.127
Pirae	1	11.557	210.127
Punaauia	0	0	0
Taiarapu-Est	1	11.557	210.127
Taiarapu-Ouest	0	0	0
Teva I Uta	0	0	0
<i>Iles Sous-le-Vent</i>	17	196.469	3.572.164
Bora Bora	2	23.114	420.255
Huahine	5	57.785	1.050.636
Maupiti	2	23.114	420.255
Tahaa	4	46.228	840.509
Taputapuatea	0	0	0
Tumaraa	4	46.228	840.509
Uturoa	0	0	0
<i>Iles Marquises</i>	8	92.456	1.681.018
Fatu Hiva	1	11.557	210.127
Hiva Oa	2	23.114	420.255
Nuku Hiva	2	23.114	420.255
Tahuata	1	11.557	210.127
Ua Huka	1	11.557	210.127
Ua Pou	1	11.557	210.127
<i>Tuamotu-Gambier</i>	21	242.697	4.412.674
Anaa	1	11.557	210.127
Arutua	1	11.557	210.127
Fakarava	0	0	0
Fangatau	0	0	0
Gambier	2	23.114	420.255
Hao	3	34.671	630.382
Hikueru	0	0	0
Makemo	2	23.114	420.255
Manihi	3	34.671	630.382
Napuka	0	0	0
Nukutavake	0	0	0
Puka Puka	0	0	0
Rangiroa	7	80.899	1.470.891
Reao	0	0	0
Takaroa	2	23.114	420.255
Tatakoto	0	0	0
Tureia	0	0	0
<i>Territoire</i>	54	624.078	11.346.873
TOTAL GENERAL	121	1.398.397	25.425.401

Par arrêté n° 506 MAFIC du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 22 mai 1990.— Le brevet d'aptitude à l'animation socio-éducative est attribué aux personnes dont les noms suivent :

Tematahotoa Patrick, Buchin Nathalie, Barbos Amérta, Huang-Chan Clémence.

Par décision n° 990 CAB/DPC du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 26 septembre 1990.— Le calendrier prévisionnel ci-après des examens du brevet national de secourisme et de ses spécialités, pour le deuxième semestre 1990, est approuvé.

— *Centre d'examens à Papeete : école territoriale d'infirmiers, d'infirmières de Mamao :*

- 22 septembre 1990 : Examen du B.N.S. (candidats école territoriale d'infirmiers, d'infirmières) ;
- 26 septembre 1990 : Examen du B.N.S. (candidats du collège La Mennais) ;
- 10 octobre 1990 : Examen du B.N.S. (candidats de l'enseignement de vaisseau Balny) ;
- Examen de réanimation (candidats du collège La Mennais) ;
- 27 octobre 1990 : Examen du B.N.S. (candidats du Centre hospitalier territorial, du lycée technique de Taaoe et de l'association Groupement des premiers secours aviation) ;
- 24 novembre 1990 : Examen du B.N.S. (candidats de la Fédération polynésienne de secourisme, de l'école territoriale d'infirmiers, d'infirmières, des polices urbaines, du service territorial des sports) ;
- 22 décembre 1990 : Examen du B.N.S. (candidats mairie de Pirae et club de montagne) ;
- Examen de réanimation (candidats du service territorial des sports).

— *Centre d'examens à Taravao : mairie de Taravao :*

- 24 novembre 1990 : Examen du B.N.S. (candidats amicale de Taravao) ;
- Examen de réanimation (candidats amicale de Taravao).

— *Centres d'examens dans les îles :*

- 14 septembre 1990 : Uturoa (Raiatea) : examen du B.N.S. (candidats mairie de Uturoa, S.P.C.) ;
- 5 octobre 1990 : Rurutu (Australes) : examen de réanimation (candidats S.P.C.) ;
- 11 et 12 octobre 1990 : Moruroa (Tuamotu) : examen du B.N.S. (candidats C.E.A.) ;
- 19 octobre 1990 : Bora Bora (îles Sous-le-Vent) : examen de réanimation (candidats S.P.C.).

- Mois de septembre, octobre, novembre et décembre 1990 : préparation par le service territorial des sports pour l'obtention du brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique dont l'examen est prévu en janvier 1991.

Par arrêté n° 1004 CAB/MIL du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 28 septembre 1990.— La fraction de contingent 90/12 comprendra les jeunes gens reconnus aptes au service national,

- dont l'appel avec une fraction de contingent antérieur a été, pour des motifs divers, annulé et fixé à l'échéance du 11 novembre 1990 ;
- volontaires pour être appelés le 11 novembre 1990 et qui, à cet effet, ont avant le 11 septembre 1990, déposé une demande d'appel avancé ou fait parvenir leur résiliation de report d'incorporation au centre du service national ;
- dont les reports d'incorporation L5 et L5 bis arriveront à échéance avant le 11 novembre 1990 ;
- non titulaires d'un report d'incorporation, nés entre le 1er novembre 1970 et le 31 décembre 1970, ces dates incluses.

Les jeunes gens destinés aux armées de terre, de mer et de l'air seront incorporés à partir du 12 novembre 1990, leurs services prenant effet à compter du 11 novembre 1990, les aptes d'office seront incorporés le 12 novembre 1990.

Les jeunes gens dont la candidature, pour servir au titre de l'aide technique, a été agréée, seront incorporés à compter du 4 décembre 1990. Le point de départ de leur service est fixé au 1er décembre 1990.

Par arrêté n° 1012 AC/DIR/NA.2 du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 2 octobre 1990.— Les pilotes commandants de bord effectuant de nuit des vols privés entre les aérodromes de Tahiti-Faaa et Moorea-Temae auront la faculté d'appliquer les règles de vol à vue (VFR) sous réserve :

- 1 - d'exécuter les procédures définies en annexe au présent arrêté ;
- 2 - de remplir les conditions fixées ci-après concernant la qualification du pilote et de l'équipage de l'avion.

Le pilote devra être titulaire de la qualification de vol aux instruments ou de la qualification VFR de nuit (QVN) ou de la qualification VFR de nuit restreinte à la Polynésie française.

Avant d'entreprendre un vol sur Moorea en qualité de commandant de bord, il devra avoir effectué au moins un vol semblable dans les six mois précédents.

Les avions utilisés pour effectuer les procédures opérationnelles établies conformément à l'annexe ci-après devront être munis des équipements prescrits pour le vol aux instruments (IFR) ou pour le vol VFR de nuit, selon la réglementation en vigueur. Aucune impasse technique ne sera tolérée sur le bon fonctionnement des instruments de radionavigation et de radiocommunications prescrits.

Le présent arrêté ne dispense pas le pilote de l'application des autres dispositions de la réglementation de la circulation aérienne et de la réglementation du transport aérien.

Le directeur du service d'Etat de l'aviation civile est chargé de l'application de cet arrêté.

ANNEXE

fixant les normes de procédures opérationnelles de vol en VFR de nuit entre les aérodromes de Tahiti-Faaa et Moorea-Temaë pour les vols privés.

1/ CONDITIONS METEOROLOGIQUES MINIMALES

Visibilité : égale ou supérieure à 8 km

Nuages : pas de nuage en dessous de 800 m sur l'ensemble du parcours

2/ ALTITUDE MINIMUM DE VOL

1.600 pieds/QNH

3/ TRAJECTOIRES

Sens Tahiti/Moorea :

- route sur le phare de Aroa, radial 285 ° du VOR TAF

- report et transfert de communications au point milieu "M"

Sens Moorea/Tahiti :

- route sur le phare "PW", QDM 109° de "PW"
- report et transfert de communications en atteignant 1.600 pieds puis report au point "I", à trois milles nautiques de "PW"

Les services de la circulation aérienne n'autoriseront qu'un seul aéronaut à la fois entre les deux circuits d'aérodromes.

4/ ATTERRISSAGE A MOOREA

- Le contact radio est obligatoire.
- Aucun vol ne pourra avoir lieu en dehors des horaires d'ouverture des services ATS de l'aérodrome de Moorea.
- L'atterrissage de nuit n'est autorisé que si le balisage lumineux est en fonctionnement.

5/ VOLS TRANSPORT PUBLIC

Les vols transport de public sont prioritaires.

ACTES DES INSTITUTIONS DU TERRITOIRE

ARRETES DU GOUVERNEMENT OU DES MINISTRES

PRESIDENCE

ARRETE n° 536 PR du 1er octobre 1990 portant délégation de signature à MM. Michel Lansiaux et Roland Dejean de la Batie, adjoints au contrôleur général des dépenses engagées.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française, modifiée par la loi n° 90-612 du 12 juillet 1990 ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 157 PR du 3 avril 1989 portant nomination de membres du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 158 PR du 3 avril 1989 relatif aux attributions des membres du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 1454 CM du 28 décembre 1989 portant organisation du contrôle des dépenses engagées ;

Vu l'arrêté n° 1455 CM du 28 décembre 1989 portant nomination du contrôleur général des dépenses engagées ;

Vu l'arrêté n° 412 PR du 31 juillet 1990 portant mise à disposition du contrôle général des dépenses engagées de M. Roland Dejean de la Batie, adjoint au contrôleur général des dépenses engagées ;

Vu l'arrêté n° 4453 MED/PEL du 19 septembre 1990 portant affectation de M. Michel Lansiaux en qualité d'adjoint au service du contrôle des dépenses engagées,

Arrête :

Article 1er. — En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Marc Lestienne, contrôleur général des dépenses engagées, il est donné délégation de signature à MM. Michel Lansiaux et Roland Dejean de la Batie, adjoints au contrôleur général des dépenses engagées.

Art. 2. — La présente délégation de signature s'exerce conformément à l'article 2 de l'arrêté n° 1454 CM du 28 décembre 1989

organisant le contrôle des dépenses engagées par MM. Michel Lansiaux et Roland Dejean de la Batie en qualité de contrôleurs adjoints.

Art. 3. — Le contrôleur général des dépenses engagées est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 1er octobre 1990.
Alexandre LEONTIEFF.

Par arrêté n° 541 PR du 3 octobre 1990. — M. Raymond Van Bastolaer, ministre de l'éducation et de la fonction publique, est chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes du ministère de l'urbanisme et du logement, des transports terrestres et de l'administration générale, pendant l'absence de M. François Nanai, du 3 octobre au 11 octobre 1990.

**MINISTÈRE DE LA SOLIDARITÉ ET DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA JEUNESSE, DE LA FAMILLE
ET DE LA CONSOMMATION**

Par arrêté n° 1061 CM du 4 octobre 1990. — Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 2-90 ITC du 19 juillet 1990 relative au rapport d'activité de l'année 1989 de la directrice par intérim de l'Institut territorial de la consommation.

Par arrêté n° 1062 CM du 4 octobre 1990. — Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 3-90 ITC du 19 juillet 1990 relative à l'approbation du compte financier de l'exercice 1989 de l'Institut territorial de la consommation.

Par arrêté n° 1063 CM du 4 octobre 1990. — Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 4-90 ITC du 19 juillet 1990 relative à l'affectation du résultat de l'exercice 1989 de l'Institut territorial de la consommation.

**MINISTÈRE DE LA MER, DE L'EQUIPEMENT, DE L'ENERGIE
ET DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS**

Par arrêté n° 1059 CM du 4 octobre 1990. — Les licences n° 38 (Shinmei Maru n° 8), n° 53 (Kashima Maru n° 28) et n° 66 (Sanou Maru n° 28) sont transférées aux navires suivants :

- Shinmei Maru n° 8 (nouveau navire) ;
- Kashima Maru n° 38 ;
- Sanou Maru n° 38,

autorisés à pêcher à la longue ligne, dans la zone économique de la Polynésie française, jusqu'au 19 juin 1991, date de fin de validité de l'accord de pêche franco-japonais du 14 mars 1990.

**MINISTÈRE DE LA SANTÉ, DE L'ENVIRONNEMENT
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**

Par arrêté n° 4612 MSE du 2 octobre 1990. — La société Tahiti Bull est autorisée à installer et exploiter, au titre de la régularisation, un atelier de mécanique générale, sur un terrain situé dans la zone industrielle de Tapaenui, dans la commune de Papeete.

Equipelement et caractéristiques

L'installation, qui relève de la 1^{re} classe, comprendra :

- deux postes de soudure électrique de 6 kVA et 18 kVA ;
- un poste de soudure oxy-acétylénique ;
- une station de lavage ;
- un entreposage de 300 fûts d'huile de moteur pour véhicules ;
- un magasin de pièces détachées.

Dispositions applicables au bâtiment

L'établissement sera implanté et exploité conformément aux plans joints à la demande d'autorisation. Toute modification de ces plans devra, avant réalisation, faire l'objet d'une déclaration au service administratif compétent.

Dégagements

Aucun obstacle ne devra gêner les dégagements.

Installations électriques

Les installations électriques devront répondre à la norme C 15 100, et faire l'objet d'une attestation délivrée par le constructeur ou l'entrepreneur l'indiquant.

Les installations électriques seront entretenues en bon état ; elles seront périodiquement contrôlées par un technicien ou un installateur compétent. Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Ventilation

L'atelier devra être convenablement ventilé sur l'extérieur.

Les feux nus devront être interdits dans les zones où pourront apparaître des atmosphères explosives.

Ces zones devront être délimitées et l'interdiction des feux nus devra être clairement affichée.

Entreposage des fûts d'huile

L'entreposage de récipients susceptibles de contenir des liquides inflammables se fera sur un sol étanche faisant office de cuvette de rétention.

Station de lavage

La station de lavage sera construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations gênants pour l'environnement.

En particulier, tout moteur, tout transformateur, tout appareil mécanique, ventilateur, transmission, machine, etc., sera installé et aménagé de telle sorte que son fonctionnement ne puisse être de nature à compromettre la santé, la sécurité ou la tranquillité du voisinage par un bruit excessif ou par des trépidations anormales.

Eaux résiduelles

Les eaux de lavage seront réceptionnées et traitées avant leur évacuation dans le milieu naturel.

L'effluent rejeté devra respecter les valeurs suivantes :

- Température inférieure à 35 °C ;
 - pH compris entre 6 et 9 ;
 - MeS inférieures à 30 mg/l (*) ;
 - DBO5 inférieure à 40 mg/l (*) ;
 - DCO inférieure à 120 mg/l (*) ;
 - Hydrocarbures inférieurs à 20 ppm (*) (AFNOR T 90203).
- (*) Sur un échantillon moyen sur 24 heures.

Autosurveillance

L'exploitant prendra les dispositions nécessaires pour être en mesure d'informer l'inspection des installations classées des conditions globales de traitement de son effluent.

L'exploitant effectuera sur un échantillon moyen sur 24 heures les analyses suivantes (semestriellement) :

- pH
- MeS
- DCO
- DBO5
- hydrocarbures.

Ces résultats seront adressés à l'inspection des installations classées.

Les paramètres et la fréquence des analyses pourront être modifiés par l'inspection des installations classées au vu des résultats.

Moyens de secours

- Répartir judicieusement des extincteurs à eau pulvérisée et à poudre polyvalente homologués dans l'atelier, soit un extincteur tous les 15 mètres ;
- Mettre en place des seaux et caisses de sable avec des pelles de projection.

Le personnel devra être initié à l'utilisation des moyens de lutte contre l'incendie et entraîné périodiquement à cette lutte.

L'installation devra disposer d'un réseau de robinets d'incendie armés d'un diamètre nominal de 40 mm. Le nombre et l'emplacement de ces appareils devront être déterminés de façon que toute la surface de l'établissement puisse être atteinte efficacement par deux jets de lance. Les appareils devront présenter une pression de 3,5 bars à la lance.

Alerte

En cas d'incendie, le centre de secours des sapeurs-pompiers les plus proches doit être alerté immédiatement par téléphone urbain.

Protection de l'environnement

Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières odorantes, toxiques ou corrosives, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publiques.

L'installation sera construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations gênants pour l'environnement.

En particulier, tout moteur, tout transformateur, tout appareil mécanique, ventilateur, transmission, machine, etc., sera installé et aménagé de telle sorte que son fonctionnement ne puisse être de nature à compromettre la santé, la sécurité ou la tranquillité du voisinage par un bruit excessif ou par des trépidations anormales.

Le bruit mesuré en tout point de la limite de propriété ne devra pas dépasser :

— Les jours ouvrables :

- de 7 h à 21 h 65 dB (A)
- de 6 h à 7 h et de 21 h à 22 h 60 dB (A)
- de 22 h à 6 h 55 dB (A)

— Les dimanches et jours fériés :

- de 6 h à 22 h 60 dB (A)
- de 22 h à 6 h 55 dB (A)

— émergence : 3 dB (A).

L'inspection des installations classées peut demander que des contrôles de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera soumis à son approbation. Les frais seront supportés par l'exploitant.

L'inspecteur des installations classées peut demander à l'exploitant de procéder à une surveillance périodique de l'émission sonore en limite de propriété de l'installation classée. Les résultats des mesures seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Prescriptions administratives

La présente autorisation ne vaut pas permis de travaux immobiliers (permis de construire) ou d'occupation du domaine public.

Elle deviendra caduque si l'établissement n'est pas mis en fonctionnement dans un délai de trois (3) années à compter de sa notification.

Prescriptions générales

Des prescriptions complémentaires pourront à tout moment être imposées à l'exploitant dans les conditions fixées par le code de l'aménagement de la Polynésie française.

Le bâtiment devra être défendu par un poteau d'incendie normalisé de 100 mm, assurant un débit de 17 litres/seconde, sous une pression minimale de 1 bar, à une distance réelle n'excédant pas 150 mètres des accès principaux.

Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident tel que rupture de récipient, déversement direct des matières dangereuses ou insalubres vers le réseau d'assainissement ou les milieux naturels.

Pour leur évacuation ou élimination, l'exploitant se conformera aux prescriptions ci-après du présent arrêté.

D'une manière générale, le fonctionnement des installations ne devra pas être à l'origine d'une pollution des eaux de surface ou profondes.

Les eaux de lavage et les eaux résiduaires ne seront, sous aucun prétexte, déversées sur la voie publique. Elles seront évacuées conformément aux prescriptions de l'instruction relative à l'évacuation des eaux résiduaires des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'enlèvement ou l'élimination des déchets industriels, matières dangereuses ou insalubres, produits ou huiles usés ne pourra être effectué qu'après autorisation de l'inspecteur des installations classées. L'exploitant ayant préalablement communiqué par écrit à l'inspection des installations classées, la nature, la quantité et la destination des déchets, matières, produits ou huiles à enlever ou éliminer.

La tenue d'un registre consignait toutes ces opérations pourra être exigée.

L'inspecteur des installations classées est chargé du contrôle de l'installation autorisée.

Par arrêté n° 4613 MSE du 2 octobre 1990.— La Société d'équipement de Tahiti et des îles (SETIL) est autorisée à installer et exploiter un groupe électrogène de secours de 300 kVA au rez-de-chaussée du bâtiment Catering, situé dans l'enceinte de l'aéroport de Tahiti-Faa'a, dans la commune de Faa'a.

Equipements et caractéristiques

L'installation relève de la 1re classe et comprendra un local "groupe électrogène" abritant :

- un groupe électrogène UDELEC de 300 kVA ;
- un silencieux d'échappement ;
- les systèmes de sécurité et de protection incendie ;
- une cuve journalière de 500 litres servant à l'alimentation, en installation aérienne avec cuvette de rétention.

Installations électriques

Les installations électriques devront répondre à la norme C 15 100, et faire l'objet d'une attestation délivrée par le constructeur ou l'entrepreneur l'indiquant.

Les installations électriques seront entretenues en bon état ; elles seront périodiquement contrôlées par un technicien ou par un organisme agréé. Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Les installations électriques seront établies selon les règles de l'art et les normes en vigueur.

Des dispositifs nécessaires pour permettre, en cas de besoin, de mettre hors tension l'installation électrique, doivent être prévus. Ils doivent être placés à un endroit facilement accessible par le personnel responsable.

Des dispositifs distincts sont obligatoires pour les installations normales, pour les installations de sécurité et, éventuellement, pour les installations de remplacement.

Construction

Les éléments de construction du "local groupe" présenteront les caractéristiques de réaction et de résistance au feu suivantes :

- parois coupe-feu de degré deux (2) heures ;
- couverture incombustible ou plancher haut coupe-feu de degré deux (2) heures ;
- portes de communication, munies de ferme-porte coupe-feu de degré une (1) heure.

Le sol du local technique sera étanche et doit former une cuvette de rétention susceptible de recueillir les fuites et égouttures éventuelles.

Le local sera muni de portes s'ouvrant vers l'extérieur en nombre suffisant pour permettre, en cas d'accident, l'évacuation du personnel.

L'entrée du local sera interdite à toute personne étrangère au service. L'accès sera réservé uniquement aux personnes qualifiées chargées de l'entretien et de la surveillance de ces matériels.

Ventilation

La ventilation sera assurée (si nécessaire par un dispositif mécanique) de façon à éviter à l'intérieur des locaux toute stagnation de poches de gaz et de sorte qu'en aucun cas une fuite accidentelle ne puisse donner naissance à une atmosphère toxique ou explosive.

Des pièges à sons devront être ajoutés aux ouvertures des ventilations.

Eclairage

Le local disposera d'un éclairage de sécurité à commande manuelle, constitué par un ou des blocs autonomes.

Local groupe électrogène

Les conduits d'évacuation des gaz de combustion doivent être réalisés en matériaux incombustibles, être étanches et présenter un degré coupe-feu égal au degré de stabilité au feu du local.

On veillera particulièrement à l'étanchéité et à la résistance des joints.

Moyens de secours

Le local technique doit être doté de moyens d'extinction appropriés placés à l'extérieur des locaux :

- appareils à CO₂, poudre polyvalente... ;
- réserve de sable avec pelles de projection.

Alimentation en combustible *Cuve journalière*

Des murs sépareront les locaux renfermant les appareils et tuyauteries contenant des hydrocarbures de tous les locaux occupés en permanence et de ceux qui pourraient renfermer des matières inflammables.

Dans le cas d'un réservoir de carburant indépendant du groupe électrogène, les prescriptions générales relatives aux dépôts d'hydrocarbures lui sont applicables.

L'alimentation du groupe de façon gravitaire à partir du réservoir est, en particulier, interdite si celle-ci n'est pas munie d'un dispositif automatique de sécurité évitant tout écoulement accidentel de liquide par siphonnage.

Au réservoir journalier sera associée une cuvette de rétention de même capacité.

Protection contre les nuisances sonores

L'installation sera construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits suspects ou vibrations anormales, susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

En particulier, tout moteur, tout transformateur, tout appareil mécanique, ventilateur, transmission, machine, etc., sera installé et aménagé de telle sorte que son fonctionnement ne puisse être de nature à compromettre la santé, la sécurité ou la tranquillité du voisinage par un bruit excessif ou par des trépidations anormales.

Le bruit mesuré en tout point de la limite de propriété ne devra pas dépasser :

— Les jours ouvrables :

- de 7 h à 21 h 60 dB (A)
- de 6 h à 7 h et de 21 h à 22 h 55 dB (A)
- de 22 h à 6 h 50 dB (A)

— Les dimanches et jours fériés :

- de 6 h à 22 h 55 dB (A)
- de 22 h à 6 h 50 dB (A)

— émergence : 3 dB (A).

L'inspection des installations classées peut demander que des contrôles de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera soumis à son approbation. Les frais seront supportés par l'exploitant.

L'inspecteur des installations classées peut demander à l'exploitant de procéder à une surveillance périodique de l'émission sonore en limite de propriété de l'installation classée. Les résultats des mesures seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Prévention contre les nuisances sur l'environnement

Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières ou des gaz odorants, toxiques

ou corrosifs, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publiques.

Dans la mesure où les appareils utiliseront de l'eau (eau de refroidissement, etc.), celle-ci devra être évacuée conformément aux prescriptions en vigueur concernant les rejets d'effluents des installations classées.

Prescriptions administratives

La présente autorisation ne vaut permis des travaux immobiliers (permis de construire) ou d'occupation du domaine public.

Elle deviendra caduque si l'établissement n'est pas mis en fonctionnement dans un délai de trois (3) années à compter de sa notification.

Des prescriptions complémentaires pourront à tout moment être imposées à l'exploitant dans les conditions fixées par le code de l'aménagement de la Polynésie française.

Prescriptions générales

L'établissement sera implanté et exploité conformément aux plans joints à la demande d'autorisation.

Toute modification de ces plans devra, avant réalisation, faire l'objet d'une déclaration au service administratif compétent.

Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident tel que rupture de récipient, déversement direct des matières dangereuses ou insalubres vers le réseau d'assainissement ou les milieux naturels.

Pour leur évacuation ou élimination, l'exploitant se conformera aux prescriptions ci-après du présent arrêté.

D'une manière générale, le fonctionnement des installations ne devra pas être à l'origine d'une pollution des eaux de surface ou profondes.

L'enlèvement ou l'élimination des déchets industriels, matières dangereuses ou insalubres, produits ou huiles usés ne pourra être effectué qu'après autorisation de l'inspecteur des installations classées. L'exploitant ayant préalablement communiqué par écrit à l'inspection des installations classées, la nature, la quantité et la destination des déchets, matières, produits ou huiles à enlever ou éliminer.

L'inspecteur des installations classées est chargé du contrôle de l'établissement autorisé.

Par arrêté n° 4641 MSE du 3 octobre 1990.— La Fédération des associations de protection de l'environnement est autorisée à titre exceptionnel à arracher des plantes de l'espèce végétale *Miconia calvescens* D. C. ou *Miconia magnifica* (hort.) Triana de la famille des Mélastomatacées, dans le cadre de la lutte contre l'expansion de cette peste végétale.

L'arrachage s'effectuera dans la zone de la vallée de Fautau et aux abords de la route conduisant au "Belvédère", à compter de la notification du présent arrêté.

Chaque campagne d'éradication fera l'objet d'une déclaration auprès de la délégation à l'environnement.

Un bilan annuel de la lutte contre le *Miconia calvenscens* D.C. sera dressé et transmis à la délégation à l'environnement.

En vue d'éviter la propagation du matériel végétal reproducteur, toute inflorescence en grappe à fleurs blanches et toute grappe de fruits de couleur rouge violacé devront être enfermées dans des sacs hermétiques avant arrachage des plants sélectionnés (1).

Au cas où ceux-ci doivent subir une coupe, leur souche devra être détruite par des moyens chimiques ou mécaniques (1).

Les produits de l'arrachage de *Miconia calvenscens* seront regroupés et détruits par le feu (1).

Ces opérations se feront sous le contrôle du délégué à l'environnement.

Les zones défrichées seront reboisées à l'aide d'espèces d'arbres choisies par la Fédération des associations de protection de l'environnement.

Conformément à l'article 4 de l'arrêté n° 290 CM du 14 mars 1990 déclarant le *Miconia calvenscens* espèce végétale nuisible en Polynésie française, la présente autorisation peut être révoquée en cas de nécessité, notamment lorsque les mesures prescrites ci-dessus (1) ne sont pas respectées, et tout détournement des prélèvements à des fins autres que celles précisées dans le dossier de demande sera sanctionné par les peines prévues pour les infractions de la cinquième classe.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DES ARCHIPELS, DU DOMAINE ET DES AFFAIRES FONCIÈRES

Par arrêté n° 1048 CM du 28 septembre 1990.— Est affecté à la direction de l'équipement, l'emplacement de domaine public portuaire du territoire d'une superficie de 622,50 m² réparti comme suit :

- jetée existante : 474,50 m² à titre de régularisation ;
- quai à construire : 148 m²,

sis face à la terre Teputavaka, au village Rotoava à Fakarava, commune de Fakarava.

Et tel qu'il figure au plan TGB 242 du mois de mai 1987 de la direction de l'équipement.

Par arrêté n° 1049 CM du 28 septembre 1990.— Est déclassé du domaine public pour incorporation au domaine privé du territoire, un emplacement maritime d'une superficie de 1.658 m², sis au droit de la parcelle C de la terre Teputavaka à Fakarava, commune de Fakarava, sur lequel est édifié notamment le logement de fonction du service de santé.

Et tel qu'il figure au plan joint au dossier.

La direction de l'équipement sera tenue de produire un certificat constatant les remblais au service des domaines et de l'enregistrement en vue de l'accomplissement des formalités administratives.

Par arrêté n° 1054 CM du 4 octobre 1990.— Sont affectés, au profit de la commune de Arue, le lot A de la terre Tahutumu (ex-propriété Peirce), d'une superficie de 5.772 m² et les constructions y édifiées.

Tel que le tout figure sur le plan, section K n° 191, du service du cadastre.

Cette affectation est destinée à l'installation d'un dispensaire.

Les dispositions de l'arrêté n° 452 CM du 2 mai 1988, autorisant l'affectation d'une parcelle de terrain formant le lot A de la terre Tahutumu (ex-propriété Pierce) et des constructions y édifiées, sis à Arue, au profit de l'Office territorial de l'action sociale et de la solidarité (O.T.A.S.S.), sont rapportées.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Par arrêté n° 1050 CM du 28 septembre 1990.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 1-90 ETA du 29 juin 1990 portant approbation du tarif des prestations de l'Ecole territoriale d'administration.

Par arrêté n° 1051 CM du 28 septembre 1990.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 2-90 ETA du 29 juin 1990 portant approbation du budget de l'Ecole territoriale d'administration, exercice 1990.

Par arrêté n° 1052 CM du 28 septembre 1990.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 3-90 ETA du 29 juin 1990 fixant la durée des immobilisations de l'Ecole territoriale d'administration.

Par arrêté n° 1053 CM du 28 septembre 1990.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 4-89 ETA du 7 août 1989 portant modification du budget de l'Ecole territoriale d'administration, exercice 1989.

Par arrêté n° 4569 MED/PEL du 1er octobre 1990.— Le concours externe, sur titres, pour le recrutement d'un kinésithérapeute, agent contractuel de la 2e catégorie du corps des agents non fonctionnaires de l'administration, à la direction de la santé publique (hôpital de Uturoa), est organisé ainsi qu'il suit.

Le concours est ouvert aux candidats satisfaisant aux conditions générales d'accès aux emplois de l'administration du territoire, édictées par l'arrêté n° 500 PR du 26 juin 1985, et titulaires du diplôme d'Etat de kinésithérapeute.

Les candidats doivent retirer leur dossier de candidature, auprès du service du personnel et de la fonction publique, bâtiment administratif A1, 2e étage, Papeete.

Les dossiers de candidature devront comporter les pièces suivantes :

- une photo d'identité ;
- une demande de participation au concours, établie sur formulaire remis par le service du personnel et de la fonction publique ;
- une fiche individuelle d'état civil et de nationalité ;
- une photocopie du diplôme requis, certifiée conforme à l'original ;
- une attestation de résidence de 5 ans consécutifs sur le territoire au minimum.

La date limite de dépôt, au service du personnel et de la fonction publique, des dossiers définitifs de candidature, est fixée au *mercredi 17 octobre 1990, à 16 h 00*.

Tout dossier parvenu incomplet ou ultérieurement à cette date, au service du personnel et de la fonction publique, ne sera pas pris en considération.

La commission d'examen, appelée à se prononcer sur les admissions, est composée comme suit :

- Le ministre de l'éducation et de la fonction publique, ou son représentant ;
- Le ministre de la santé, de l'environnement et de la recherche scientifique, ou son représentant ;
- Le médecin-inspecteur de la santé publique, ou son représentant ;
- Le directeur de la santé publique, ou son représentant ;
- Le chef du service des finances et de la comptabilité, ou son représentant ;
- Le chef du service du personnel et de la fonction publique par intérim, ou son représentant.

La commission d'examen se réunira le *vendredi 9 novembre 1990, à 8 h 30*, dans la salle de conférences du service du personnel et de la fonction publique.

Par arrêté n° 4570 MED/PEL du 1er octobre 1990. — Le concours externe, sur titres et entretien, pour le recrutement d'un chef du bureau infrastructure et matériel, agent contractuel de la 2e catégorie du corps des agents non fonctionnaires de l'administration, à la direction de la santé publique (section infrastructure et matériel), est organisé ainsi qu'il suit.

Le concours est ouvert aux candidats satisfaisant aux conditions générales d'accès aux emplois de l'administration du territoire, édictées par l'arrêté n° 500 PR du 26 juin 1985, et titulaires d'un B.T.S. en génie civil ou d'un diplôme équivalent.

Les candidats doivent retirer leur dossier de candidature, auprès du service du personnel et de la fonction publique, bâtiment administratif A1, 2e étage, Papeete.

Les dossiers de candidature devront comporter les pièces suivantes :

- une photo d'identité ;
- une demande de participation au concours, établie sur formulaire remis par le service du personnel et de la fonction publique ;

- une fiche individuelle d'état civil et de nationalité ;
- une photocopie du diplôme requis, certifiée conforme à l'original ;
- une attestation de résidence de 5 ans consécutifs sur le territoire au minimum.

La date limite de dépôt, au service du personnel et de la fonction publique, des dossiers définitifs de candidature, est fixée au *mercredi 17 octobre 1990, à 16 h 00*.

Tout dossier parvenu incomplet ou ultérieurement à cette date, au service du personnel et de la fonction publique, ne sera pas pris en considération.

Le jury chargé de l'épreuve orale est composé comme suit :

- Le ministre de la santé, de l'environnement et de la recherche scientifique, ou son représentant ;
- Le directeur de la santé publique, ou son représentant ;
- Un adjoint administratif de la direction de la santé ;
- Le chef du service du personnel et de la fonction publique par intérim, ou son représentant.

Le jury se réunira le *mercredi 7 novembre 1990, à 8 h 00*, dans la salle de conférences du service du personnel et de la fonction publique et sera immédiatement suivi par la commission d'examen.

La commission d'examen, appelée à se prononcer sur les admissions, est composée comme suit :

- Le ministre de l'éducation et de la fonction publique, ou son représentant ;
- Le ministre de la santé, de l'environnement et de la recherche scientifique, ou son représentant ;
- Le directeur de la santé publique, ou son représentant ;
- Le chef du service des finances et de la comptabilité, ou son représentant ;
- Le chef du service du personnel et de la fonction publique par intérim, ou son représentant.

Par arrêté n° 4594 MED/PEL du 2 octobre 1990. — Le concours externe, sur épreuves, pour le recrutement d'un animateur sportif territorial - spécialité voile -, agent contractuel de 3e catégorie du corps des agents non fonctionnaires de l'administration, affecté au service territorial de la jeunesse et de l'éducation populaire, est organisé ainsi qu'il suit.

Le concours est ouvert aux candidats satisfaisant aux conditions générales d'accès aux emplois de l'administration du territoire, édictées par l'arrêté n° 500 PR du 26 juin 1985, et titulaires du B.E.P. comptabilité ou secrétariat ou d'un diplôme équivalent.

Les candidats doivent retirer leur dossier de candidature, auprès du service du personnel et de la fonction publique, bâtiment administratif A1, 2e étage, Papeete.

Les dossiers de candidature devront comporter les pièces suivantes :

- une photo d'identité ;
- une demande de participation au concours, établie sur formulaire remis par le service du personnel et de la fonction publique ;

- une fiche individuelle d'état civil et de nationalité française ;
- une photocopie du diplôme requis, certifiée conforme à l'original ;
- une attestation de résidence de 5 ans consécutifs sur le territoire au minimum.

La date limite de dépôt, au service du personnel et de la fonction publique, des dossiers définitifs de candidature, est fixée au *mercredi 17 octobre 1990, à 16 h 00*.

Tout dossier parvenu incomplet ou ultérieurement à cette date, au service du personnel et de la fonction publique, ne sera pas pris en considération.

Un centre d'examen sera ouvert à Papeete.

Les épreuves écrites d'admissibilité se dérouleront le 7 décembre 1990.

Les épreuves désignées ci-dessus sont les suivantes :

- Dictée (coefficient 2 - durée 45 mn) ;
- Epreuve écrite de droit (coefficient 2 - durée 1 h 30).

Les épreuves d'admission seront les suivantes :

- Traitement de texte avancé sur Word 4 (45 mn - coefficient 1) ;
- Création et gestion de fichiers sur File Maker II (1 h 30 - coefficient 2) ;
- Entretien oral sur la bonne connaissance des rouages administratifs et de l'expérience en matière de comptabilité publique.

Le programme des épreuves figure en annexe du présent arrêté.

Le jury chargé de l'épreuve orale d'admission est composé comme suit :

- Le ministre de la solidarité et des affaires sociales, de la jeunesse, de la famille et de la consommation, ou son représentant ;
- Le chef du service territorial de la jeunesse, ou son représentant ;
- Le chef du service du personnel et de la fonction publique, ou son représentant.

La commission d'examen, appelée à se prononcer sur les résultats du concours, est composée comme suit :

- Le ministre de l'éducation et de la fonction publique, ou son représentant ;
- Le ministre de la solidarité et des affaires sociales, de la jeunesse, de la famille et de la consommation, ou son représentant ;
- Le chef du service territorial de la jeunesse, ou son représentant ;
- Le chef du service des finances et de la comptabilité, ou son représentant ;
- Le chef du service du personnel et de la fonction publique par intérim, ou son représentant.

PROGRAMME

EPREUVES D'ADMISSIBILITE

Dictée : (45 mn - coef. 2)

Epreuve de droit : (1 h 30 - coef. 2)

La commune :

- notions fondamentales sur le code des communes applicable dans le territoire de la Polynésie française :
 - * Le conseil municipal : élection - attributions ;
 - * Le maire : élection - attributions.

Le territoire de la Polynésie française :

- notions fondamentales sur le statut du 6 septembre 1984 :
 - * Le gouvernement ;
 - * L'assemblée territoriale ;
 - * Le Conseil économique, social et culturel ;
 - * Répartition des compétences entre l'Etat et le territoire.

L'Etat :

- notions fondamentales sur la Constitution du 4 octobre 1958 :
 - * Le Président de la République ;
 - * Le Parlement : Assemblée nationale, Sénat.

EPREUVES D'ADMISSION

- Traitement de texte avancé sur Word 4 (45 mn - coef. 1) ;
- Création et gestion de fichiers sur File Maker II (1 h 30 - coef. 2) ;
- Entretien oral sur la bonne connaissance des rouages administratifs et de l'expérience en matière de comptabilité publique (20 mn - coef. 2).

Par arrêté n° 4595 MED/PEL du 2 octobre 1990. — Le concours externe, sur épreuves, pour le recrutement de trois analystes-programmeurs, agents contractuels de 2e catégorie du corps des agents non fonctionnaires de l'administration, affectés au service de l'informatique, est organisé ainsi qu'il suit.

Le concours est ouvert aux candidats satisfaisant aux conditions générales d'accès aux emplois de l'administration du territoire, édictées par l'arrêté n° 500 PR du 26 juin 1985, et titulaires du Bac C, D ou E ou d'un diplôme équivalent et pouvant justifier au moins de 3 années d'expérience professionnelle en informatique-programmation ou d'un D.U.T. ou B.T.S. en informatique.

Les candidats doivent retirer leur dossier de candidature, auprès du service du personnel et de la fonction publique, bâtiment administratif A1, 2e étage, Papeete.

Les dossiers de candidature devront comporter les pièces suivantes :

- une photo d'identité ;
- une demande de participation au concours, établie sur formulaire remis par le service du personnel et de la fonction publique ;
- une fiche individuelle d'état civil et de nationalité française ;

- une photocopie du diplôme requis, certifiée conforme à l'original ;
- une attestation de résidence de 5 ans consécutifs sur le territoire au minimum.

La date limite de dépôt, au service du personnel et de la fonction publique, des dossiers définitifs de candidature, est fixée au *mercredi 17 octobre 1990, à 16 h 00*.

Tout dossier parvenu incomplet ou ultérieurement à cette date, au service du personnel et de la fonction publique, ne sera pas pris en considération.

Un centre d'examen sera ouvert à Papeete.

Les épreuves écrites d'admissibilité se dérouleront le *19 novembre 1990*.

Les épreuves désignées ci-dessus sont les suivantes :

- Résumé de texte (coef. 3 - durée 3 h) ;
- Epreuve écrite (coef. 1 - durée 1 h 30)
(connaissances techniques en informatique générale, informatique-programmation et algorithmie).

L'épreuve d'admission sera la suivante :

- Entretien oral (coef. 1 - durée 20 mn)
(entretien permettant d'évaluer les connaissances générales, l'expérience professionnelle et les motivations du candidat).

Le programme des épreuves figure en annexe du présent arrêté.

Le jury chargé de l'épreuve orale d'admission est composé comme suit :

- Le Président du gouvernement, ou son représentant ;
- Le chef du service de l'informatique, ou son représentant ;
- Le chef du service du personnel et de la fonction publique, ou son représentant.

La commission d'examen, appelée à se prononcer sur les résultats du concours, est composée comme suit :

- Le ministre de l'éducation et de la fonction publique, ou son représentant ;
- Le Président du gouvernement, ou son représentant ;
- Le chef du service de l'informatique, ou son représentant ;
- Le chef du service des finances et de la comptabilité, ou son représentant ;
- Le chef du service du personnel et de la fonction publique par intérim, ou son représentant.

PROGRAMME

Epreuve d'admissibilité :

- Résumé de texte (coef. 3 - durée 3 h) ;
- Epreuve écrite (coef. 1 - durée 1 h 30)
(connaissances techniques en informatique générale, informatique-programmation et algorithmie).

Epreuve d'admission :

- Entretien oral (coef. 1 - durée 20 mn)
(entretien permettant d'évaluer les connaissances générales, l'expérience professionnelle et les motivations du candidat).

Par arrêté n° 4596 MED/PEL du 2 octobre 1990. — Le concours interne, sur épreuves, pour le recrutement d'un géomètre technicien, agent contractuel de la 2e catégorie du corps des agents non fonctionnaires de l'administration, affecté au service des affaires de terres, est organisé ainsi qu'il suit.

Le concours est ouvert aux agents de catégorie inférieure justifiant de préférence d'une formation topographie et ayant une ancienneté de 3 ans de service dans l'administration de la Polynésie française à la date du 21 novembre 1990 et satisfaisant aux conditions générales d'accès aux emplois de l'administration du territoire, édictées par l'arrêté n° 500 PR du 26 juin 1985.

Les candidats doivent retirer leur dossier de candidature, auprès du service du personnel et de la fonction publique, bâtiment administratif A1, 2e étage, Papeete.

Les dossiers de candidature devront comporter les pièces suivantes :

- une demande de participation au concours établie sur formulaire remis par le service du personnel et de la fonction publique ;
- une attestation du chef de service où ils exercent leurs fonctions ;
- un état détaillé des services civils effectués qui devra mentionner leur durée, catégorie et échelon et la qualité dans laquelle ces services ont été accomplis.

La date limite de dépôt, au service du personnel et de la fonction publique, des dossiers définitifs de candidature, est fixée au *lundi 5 novembre 1990, à 15 h 00*.

Tout dossier parvenu incomplet ou ultérieurement à cette date, au service du personnel et de la fonction publique, ne sera pas pris en considération.

Les épreuves d'admissibilité se dérouleront les *21 et 22 novembre 1990*.

Un centre d'examen sera ouvert à Papeete.

Les épreuves écrites d'admissibilité sont les suivantes :

- Epreuves pratiques (coef. 3 - durée 3 h) ;
- Epreuves théoriques (coef. 3 - durée 3 h) ;
- Résumé de texte (coef. 3 - durée 4 h).

L'épreuve orale d'admission consistera en un entretien avec un jury (coef. 2 - durée 30 mn).

Le programme des épreuves figure en annexe du présent arrêté.

Le jury chargé de l'entretien oral avec les candidats est composé comme suit :

- Le ministre du développement des archipels, du domaine et des affaires foncières, ou son représentant ;

- Le chef du service du cadastre, ou son représentant ;
- Le chef du service des affaires de terres, ou son représentant ;
- Le chef du service de la traduction et de l'interprétariat, ou son représentant ;
- Le chef du service du personnel et de la fonction publique par intérim, ou son représentant.

La commission d'examen, appelée à se prononcer sur les résultats, est composée comme suit :

- Le ministre de l'éducation et de la fonction publique, ou son représentant ;
- Le ministre du développement des archipels, du domaine et des affaires foncières, ou son représentant ;
- Le chef du service des affaires de terres, ou son représentant ;
- Le chef du service des finances et de la comptabilité, ou son représentant ;
- Le chef du service du personnel et de la fonction publique par intérim, ou son représentant.

PROGRAMME

EPREUVES D'ADMISSIBILITE

Epreuves théoriques (coefficient : 3)

Cartes et plans :

- Coordonnées géographiques
- Coordonnées rectangulaires
- Système M.T.U.

Méthodes de levé :

- Calcul d'un cheminement
- Calcul des gisements de départ et fermeture
- Calcul des gisements des côtes
- Calcul des coordonnées des sommets.

Calcul du V O :

- Point nodal
- Rattachement à un point non stationnable
- Rabattement
- Polygonation indépendante
- Alignements
- Rayonnement.

Rapport et dessin :

- Echelle, orientation, quadrillage
- Rapport par coordonnées planes, rectangulaires ou polaires.

Evaluation des surfaces :

- Méthode graphique, décomposition en triangles
- Méthode numérique.

Epreuve pratique (coefficient : 3)

Mise en application d'une expertise ordonnée par le tribunal.

(Durée des épreuves théoriques et pratique : trois heures.)

Résumé de texte (coef. 3 - durée 3 h).

EPREUVE D'ADMISSION

Entretien oral d'ordre général sur les connaissances professionnelles et sur les possibilités d'expression en langue tahitienne (coef. 1 - durée 20 mn).

Par arrêté n° 4597 MED/PEL du 2 octobre 1990. — Le concours interne, sur épreuves, pour le recrutement d'un animateur sportif territorial - spécialité voile -, agent contractuel de la 3e catégorie du corps des agents non fonctionnaires de l'administration, affecté au service territorial des sports, est organisé ainsi qu'il suit.

Le concours est ouvert aux agents de catégorie inférieure justifiant de préférence d'une formation dans l'enseignement de la voile et ayant une ancienneté de 2 ans de service dans l'administration de la Polynésie française à la date du 26 novembre 1990 et satisfaisant aux conditions générales d'accès aux emplois de l'administration du territoire, édictées par l'arrêté n° 500 PR du 26 juin 1985.

Les candidats doivent retirer leur dossier de candidature, auprès du service du personnel et de la fonction publique, bâtiment administratif A1, 2e étage, Papeete.

Les dossiers de candidature devront comporter les pièces suivantes :

- une demande de participation au concours établie sur formulaire remis par le service du personnel et de la fonction publique ;
- une attestation du chef de service où ils exercent leurs fonctions ;
- un état détaillé des services civils effectués qui devra mentionner leur durée, catégorie et échelon et la qualité dans laquelle ces services ont été accomplis.

La date limite de dépôt, au service du personnel et de la fonction publique, des dossiers définitifs de candidature, est fixée au *lundi 5 novembre 1990, à 15 h 00*.

Tout dossier parvenu incomplet ou ultérieurement à cette date, au service du personnel et de la fonction publique, ne sera pas pris en considération.

Les épreuves d'admissibilité se dérouleront les *26, 27 et 28 novembre 1990*.

Un centre d'examen sera ouvert à Papeete.

Les épreuves d'admissibilité sont les suivantes :

- Epreuve écrite sur un sujet ayant trait à l'animation sportive permettant de juger les connaissances du candidat dans ce domaine, mais aussi de son aptitude à rédiger clairement (coef. 2 - durée 1 h 30) ;
- Dictée (coef. 2 - durée 45 mn) ;
- Oral de tahitien (coef. 1 - durée 15 mn) ;
- Epreuve pédagogique ayant pour trait la direction d'une séance d'apprentissage de la voile avec un groupe d'enfants (coef. 3 - durée 30 mn).

L'épreuve d'admission sera la suivante :

- Epreuve orale portant sur l'organisation du sport en Polynésie française (coef. 2 - durée 30 mn).

Le programme des épreuves figure en annexe du présent arrêté.

Le jury chargé de l'entretien oral avec les candidats est composé comme suit :

- Le chef du service territorial des sports, ou son représentant ;
- L'assistant sport ;
- Un professeur d'E.P.S. ;
- Un conseiller d'animation sportive ;
- Le chef du service du personnel et de la fonction publique par intérim, ou son représentant.

La commission d'examen, appelée à se prononcer sur les résultats, est composée comme suit :

- Le ministre de l'éducation et de la fonction publique, ou son représentant ;
- Le ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, du tourisme et des sports, ou son représentant ;
- Le chef du service territorial des sports, ou son représentant ;
- Le chef du service des finances et de la comptabilité, ou son représentant ;
- Le chef du service du personnel et de la fonction publique par intérim, ou son représentant.

PROGRAMME

A) EPREUVES D'ADMISSIBILITE

Epreuve écrite : 1 h 30 - coef. 2

Composition écrite, sur un sujet ayant trait à l'animation sportive permettant de juger les connaissances du candidat dans ce domaine, mais aussi de son aptitude à rédiger clairement.

Dictée : 45 mn - coef. 2

Epreuve orale de tahitien : 15 mn - coef. 1

Organisation du sport en Polynésie française. (Pas de note éliminatoire.)

Epreuve pédagogique : 30 mn - coef. 3

Direction d'une séance d'apprentissage de la voile avec un groupe d'enfants.

B) EPREUVE D'ADMISSION

Epreuve orale : 30 mn - coef. 2

Interrogation portant sur l'organisation du sport en Polynésie française :

- le statut du sport polynésien ;
- le service territorial des sports ;
- le comité territorial olympique des sports ;
- les fédérations et les clubs sportifs ;
- questions générales sur la voile ;
- l'éducateur sportif.

Par arrêté n° 4598 MED/PEL du 2 octobre 1990. — Le concours externe, sur épreuves, pour le recrutement d'un ani-

mateur sportif territorial - spécialité football -, agent contractuel du corps des agents non fonctionnaires de l'administration, affecté au service territorial des sports, est organisé ainsi qu'il suit.

Le concours est ouvert aux candidats satisfaisant aux conditions générales d'accès aux emplois de l'administration du territoire, édictées par l'arrêté n° 500 PR du 26 juin 1985, et titulaires du brevet d'Etat d'éducateur sportif 1er degré, option football, ou d'un diplôme équivalent, ou d'un diplôme d'initiateur de football ou d'un diplôme équivalent. Le niveau de recrutement interviendra en fonction du diplôme détenu, dans la spécialité considérée.

Les candidats doivent retirer leur dossier de candidature, auprès du service du personnel et de la fonction publique, bâtiment administratif A1, 2e étage, Papeete.

Les dossiers de candidature devront comporter les pièces suivantes :

- une photo d'identité ;
- une demande de participation au concours, établie sur formulaire remis par le service du personnel et de la fonction publique ;
- une fiche individuelle d'état civil et de nationalité française ;
- une photocopie du diplôme requis, certifiée conforme à l'original ;
- une attestation de résidence de 5 ans consécutifs sur le territoire au minimum.

La date limite de dépôt, au service du personnel et de la fonction publique, des dossiers définitifs de candidature, est fixée au mercredi 17 octobre 1990, à 16 h 00.

Tout dossier parvenu incomplet ou ultérieurement à cette date, au service du personnel et de la fonction publique, ne sera pas pris en considération.

Un centre d'examen sera ouvert à Papeete.

Les épreuves d'admissibilité se dérouleront les 12, 13 et 14 novembre 1990.

Les épreuves désignées ci-dessus sont les suivantes :

- Dictée (coef. 2 - durée 45 mn) ;
- Epreuve écrite sur un sujet ayant trait à l'animation sportive permettant de juger les connaissances du candidat dans ce domaine, mais aussi de son aptitude à rédiger clairement (coef. 2 - durée 1 h 30) ;
- Oral de tahitien (coef. 1 - durée 15 mn) ;
- Epreuve pédagogique ayant pour trait la direction d'une séance d'apprentissage du football avec un groupe d'enfants (coef. 3 - durée 30 mn).

L'épreuve d'admission sera la suivante :

- Epreuve orale portant sur l'organisation du sport en Polynésie française (coef. 2 - durée 30 mn).

Le programme des épreuves figure en annexe du présent arrêté.

Le jury chargé de l'épreuve orale d'admission est composé comme suit :

- Le chef du service territorial des sports, ou son représentant ;
- L'assistant sport ;
- Le conseiller technique régional de football ;
- Un conseiller d'animation sportive ;
- Le chef du service du personnel et de la fonction publique, ou son représentant.

La commission d'examen, appelée à se prononcer sur les résultats du concours, est composée comme suit :

- Le ministre de l'éducation et de la fonction publique, ou son représentant ;
- Le ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, du tourisme et des sports, ou son représentant ;
- Le chef du service territorial des sports, ou son représentant ;
- Le chef du service des finances et de la comptabilité, ou son représentant ;
- Le chef du service du personnel et de la fonction publique par intérim, ou son représentant.

PROGRAMME

A) EPREUVES D'ADMISSIBILITE

Epreuve écrite : 1 h 30 - coef. 2

Composition écrite, sur un sujet ayant trait à l'animation sportive permettant de juger les connaissances du candidat dans ce domaine, mais aussi de son aptitude à rédiger clairement.

Dictée : 45 mn - coef. 2

Epreuve orale de tahitien : 15 mn - coef. 1

Organisation du sport en Polynésie française.

Epreuve pédagogique : 30 mn - coef. 3

Direction d'une séance d'apprentissage du football avec un groupe d'enfants.

B) EPREUVE D'ADMISSION

Epreuve orale : 30 mn - coef. 2

Interrogation portant sur l'organisation du sport en Polynésie française :

- le statut du sport polynésien ;
- le service territorial des sports ;
- le comité territorial olympique des sports ;
- les fédérations et les clubs sportifs ;
- questions générales sur le football ;
- l'éducateur sportif.

Par arrêté n° 4611 MED du 2 octobre 1990. — Les représentants de l'administration aux commissions consultatives paritaires n° 1, 2, 3, 4, 6, 9, 10, 11, 12 (article 4 de l'arrêté

n° 1205 CM du 7 novembre 1988 créant et organisant les commissions consultatives paritaires relevant de la direction des enseignements secondaires) sont les suivants :

Titulaires :

MM. Blanchard Gérard, Bobbia Jean-Charles.

Suppléants :

M. Coquerelle Alain, Mme Rondet Suzanne.

Les représentants de l'administration à la commission consultative paritaire n° 5 sont les suivants :

Titulaires :

MM. Blanchard Gérard, Bobbia Jean-Charles, Mme McLellan Annie, MM. Suivre Pierre, Coquerelle Alain, Marty Jacques.

Suppléants :

Mlle Sienne Michèle, M. Boixière Pierre, Mme Rondet Suzanne, M. Martinez Alain.

Les représentants de l'administration à la commission consultative paritaire n° 7 sont les suivants :

Titulaires :

MM. Blanchard Gérard, Bobbia Jean-Charles, Tuheiaiva Armand, Marty Jacques, Coquerelle Alain.

Suppléants :

M. Malinowski Jean-Claude, Mlle Sienne Michèle, Mme Rondet Suzanne.

Les représentants de l'administration à la commission consultative paritaire n° 8 sont les suivants :

Titulaires :

MM. Blanchard Gérard, Bobbia Jean-Charles, Boixière Pierre, Mlle Sienne Michèle, M. Coquerelle Alain.

Suppléants :

M. Martinez Marcel, Mme Rondet Suzanne, M. Martinez Alain.

Les représentants de l'administration à la commission consultative paritaire n° 13 sont les suivants :

Titulaires :

MM. Blanchard Gérard, Bobbia Jean-Charles, Cécile Michel, Coquerelle Alain, Mlle Sienne Michèle.

Suppléants :

M. Savy Claude, Mme Danton Anne-Marie, M. Martinez Alain.

L'arrêté n° 5933 MED du 10 octobre 1989 portant nomination des représentants de l'administration aux commissions consultatives paritaires est abrogé.

Par arrêté n° 1055 CM du 4 octobre 1990. — Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 1-90 ETAG du 12 juin 1990

portant adoption du rapport d'activité 1989 de l'Etablissement territorial d'achats groupés.

Par arrêté n° 1056 CM du 4 octobre 1990. — Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 2-90 ETAG du 12 juin 1990 portant adoption du compte financier 1989 et affectation du résultat de la section fonctionnement du budget de l'Etablissement territorial d'achats groupés.

Par arrêté n° 1057 CM du 4 octobre 1990. — Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 3-90 ETAG du 12 juin 1990 portant adoption de la décision budgétaire modificative n° 1-90 de l'Etablissement territorial d'achats groupés.

Par arrêté n° 4681 MED/PEL du 5 octobre 1990. — L'article 1er de l'arrêté n° 4594 MED/PEL du 2 octobre 1990, portant organisation d'un concours externe, sur épreuves, pour le recrutement d'une secrétaire comptable, agent contractuel de 3e catégorie du corps des agents non fonctionnaires de l'administration, est modifié comme suit :

Au lieu de : Le concours externe, sur épreuves, pour le recrutement d'un animateur sportif territorial - spécialité voile - ...

Lire : Le concours externe, sur épreuves, pour le recrutement d'une secrétaire comptable...

Le reste sans changement.

**MINISTRE DE L'URBANISME ET DU LOGEMENT,
DES TRANSPORTS TERRESTRES
ET DE L'ADMINISTRATION GENERALE**

Par arrêté n° 4640 MUR du 3 octobre 1990. — Dans le cadre de la réalisation du lotissement Maramatahi 2, par le Conseil

d'administration de la mission catholique de Tahiti et dépendances (CAMICA) sur la terre Maramatahi 2 sise à Papenoo, commune de Hitiaa O Te Ra, le dossier définitif enregistré au service de l'urbanisme (section urbanisme opérationnel et construction) les 19 juin et 4 septembre 1990, sous le n° 88-41 L, et composé comme suit :

- cahier des charges établi par Me Solari,
- statut de l'association syndicale libre,
- plan de bornage dressé le 10 avril 1990,
- plan de recollement dressé le 12 avril 1990 et modifié le 28 août 1990,

est approuvé.

Le lotissement comprend dix (10) lots destinés à la vente consentie pour l'habitation.

Deux expéditions du cahier des charges approuvé seront déposées au secrétariat du service de l'urbanisme après formalité de transcription à la conservation des hypothèques.

Communication au public

Le présent arrêté et le dossier correspondant à annexer au dossier d'origine sont mis à la disposition du public, conformément aux dispositions de l'article D 141-7 du code de l'aménagement de la Polynésie française, aux secrétariats :

- de la mairie de Hitiaa O Te Ra,
- du service de l'urbanisme (section urbanisme opérationnel et construction).

Par arrêté n° 1058 CM du 4 octobre 1990. — Est rendue exécutoire la délibération n° 90-11 OTHS du 12 juin 1990 approuvant la décision modificative du budget 1990 de l'Office territorial de l'habitat social.

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Avis relatif à l'organisation des examens de l'enseignement technique agricole du ministère de l'agriculture et de la forêt (session de 1991)

Les épreuves terminales d'éducation physique et sportive des examens de l'enseignement technique agricole seront organisées dans les quinze jours qui précèdent la première épreuve écrite.

Les épreuves orales et pratiques seront organisées du lundi 17 juin au vendredi 12 juillet 1991. Sur proposition du directeur régional de l'agriculture et de la forêt responsable de l'organisation d'un examen, et après avis favorable du bureau Evaluations, concours et diplômes, les épreuves pratiques pourront se dérouler à partir du 1^{er} février 1991.

Les dates des épreuves écrites sont fixées conformément à l'annexe I.

Les épreuves de remplacement pour les candidats empêchés de se présenter aux épreuves normales de la session de 1991 seront organisées aux dates fixées en annexe II.

ANNEXE I

SESSION DE 1991

EXAMENS	DATE des épreuves écrites
Certificat d'aptitude professionnelle agricole	
Métropole, Antilles.	Lundi 17 juin
C.A.P.A. associé au B.E.P.A. renouvelé (décret du 27 janvier 1989).	Judi 27 juin et vendredi 28 juin
Réunion.	Lundi 29 juillet
Nouvelle-Calédonie.	Mardi 12 novembre
Brevet d'études professionnelles agricoles	
Métropole, Antilles, Guyane, Polynésie.	Judi 27 juin et vendredi 28 juin
En expérimentation.	Judi 27 juin
Renouvelé (décret du 27 janvier 1989).	Judi 27 juin et vendredi 28 juin
Réunion.	Mardi 24 juillet et jeudi 25 juillet
Nouvelle-Calédonie, Wallis-et-Futuna.	Lundi 18 novembre et mardi 19 novembre
Brevet de technicien agricole	
Epreuves terminales :	
Métropole, Antilles.	Lundi 1 ^{er} juillet et mardi 2 juillet
Réunion.	Lundi 22 juillet et mardi 23 juillet
Nouvelle-Calédonie.	Lundi 18 novembre et mardi 19 novembre
Epreuves spécifiques :	
Métropole, Antilles.	Mardi 3 juillet
Réunion.	Mardi 24 juillet
Nouvelle-Calédonie.	Mardi 20 novembre

EXAMENS	DATE des épreuves écrites
Brevet de technicien supérieur agricole	
Options A.C.S.E. et technico-commercial :	
Epreuves du 1 ^{er} groupe :	
- Métropole.	Lundi 24 juin
- Réunion.	Mardi 24 juillet
Epreuves du 2 ^e groupe :	
- Métropole.	Mardi 25 juin et mercredi 28 juin
- Réunion.	Judi 25 juillet et vendredi 28 juillet
Autres options :	
Epreuves terminales.	Lundi 24 juin et mardi 25 juin
Epreuves spécifiques.	A partir du mercredi 26 juin

ANNEXE II

ÉPREUVES DE REMPLACEMENT

EXAMENS	DATE DES ÉPREUVES	
	Écrites	Pratiques et orales
Tous les examens :		
Métropole, Antilles, Guyane, Polynésie, Réunion.	Mardi 18 septembre, jeudi 19 septembre et vendredi 20 septembre	A partir du lundi 16 septembre
Nouvelle-Calédonie.	Lundi 11 mars, mardi 12 mars et mercredi 13 mars 1992	A partir du lundi 11 mars 1992

Les candidats devront faire parvenir, au plus tard trois jours ouvrables après la dernière épreuve normale de leur examen au service de la formation et du développement ayant enregistré leur inscription, leur dossier de candidature comprenant les pièces suivantes :

1. Une demande d'inscription aux épreuves de remplacement ;
2. Leur convocation à la session de 1991 ;
3. Selon le cas : un certificat médical établi par un médecin concourant à l'exercice des tâches médico-scolaires ; ou une attestation de présence sous les drapeaux, délivrée par l'autorité militaire compétente ; ou toute autre pièce attestant d'un empêchement de force majeure laissé à l'appréciation de l'administration organisatrice de l'examen.

Les candidats seront avisés individuellement du lieu, de la date et des horaires des épreuves de remplacement.

ACTES DES AUTORITES TERRITORIALES

SERVICE DE L'URBANISME

PERMIS DE LOTIR
(Arrêté n° 2081 AA du 23 août 1961)

CERTIFICAT D'ACHEVEMENT DES TRAVAUX
N° 1134 MUR.AU

Référ. : - Arrêté n° 5802 MUR.AU du 29 décembre 1988
- Arrêté n° 4640 MUR du 3 octobre 1990

Les formalités prévues au chapitre 1er du titre IV du code de l'aménagement de la Polynésie française, concernant la réalisation, par le Conseil d'administration de la mission catholique de Tahiti et dépendances (CAMICA), du lotissement Maramatahi 2 sur la terre Maramatahi 2 sise à Papenoo, commune de Hitiaa O Te Ra, ayant été accomplies pour les 10 lots, le présent certificat, prévu à l'article D 141-8 du code précité, est délivré sous la responsabilité du lotisseur.

Fait à Papeete, le 8 octobre 1990.
*Le ministre de l'urbanisme et du logement,
des transports terrestres
et de l'administration générale,
François NANAI.*

DELEGATION A L'ENVIRONNEMENT

ENQUETE PUBLIQUE

AVIS D'ENQUETE N° 90-32 ENV

Conformément aux dispositions du code de l'aménagement de la Polynésie française, notamment son livre IV relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, sur une demande formulée par M. Jean-Hugues Tricard, mandataire du territoire de la Polynésie française, en vue d'obtenir l'autorisation d'installer et d'exploiter l'usine de jus de fruits de Atimaono sur une parcelle du domaine de Atimaono, dans la commune de Teva I Uta.

Une enquête publique est ouverte, à compter du 22 octobre 1990 et jusqu'au 21 novembre 1990.

L'installation comprendra les matériels suivants :

- un groupe frigorifique de 100 CV (frigorigène primaire : R22, frigorigène secondaire : eau glycolée) ;
- un groupe "air comprimé" produisant environ 180 Nm³/heure ;

- une chaudière électrique produisant environ 1 tonne/heure de vapeur ;
- un transformateur de 250 kVA, des cuves de stockage, une unité de traitement des eaux usées.

M. Albert Conroy, agent des installations classées à la délégation à l'environnement, est désigné pour remplir les fonctions de commissaire enquêteur. Le dossier pourra être consulté auprès de lui où il recueillera tous les avis, observations ou oppositions qui pourraient se manifester pendant la durée de l'enquête : délégation à l'environnement, rue des Poilus-Tahitiens, B.P. 4562, Papeete, téléphone : 43.24.09.

Fait à Papeete, le 4 octobre 1990.
Pour le ministre et par délégation,
*Le délégué à l'environnement p. i.,
Laurent BORDE.*

ENQUETE PUBLIQUE

AVIS D'ENQUETE N° 90-42 ENV

Conformément aux dispositions du code de l'aménagement de la Polynésie française, notamment son livre IV relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, sur une demande formulée par M. Georgy Hellouin, mandataire de la Société d'aménagement hydroélectrique polynésienne (S.A.H.P.), en vue d'obtenir l'autorisation d'installer et d'exploiter un dépôt d'explosifs et un dépôt de détonateurs dans la haute vallée de la Papenoo, commune de Hitiaa O Te Ra.

Une enquête publique est ouverte, à compter du 22 octobre 1990 et jusqu'au 21 novembre 1990.

L'installation entourée d'un merlon de 3 mètres de haut comprendra :

- une casemate en béton abritant des explosifs (Iremite : 250 E kg),
- une casemate en béton abritant des détonateurs (2.000 unités).

M. Albert Conroy, agent des installations classées à la délégation à l'environnement, est désigné pour remplir les fonctions de commissaire enquêteur. Le dossier pourra être consulté auprès de lui où il recueillera tous les avis, observations ou oppositions qui pourraient se manifester pendant la durée de l'enquête : délégation à l'environnement, rue des Poilus-Tahitiens, B.P. 4562, Papeete, téléphone : 43.24.09.

Fait à Papeete, le 3 octobre 1990.
Pour le ministre et par délégation :
*Le délégué à l'environnement p. i.,
Laurent BORDE.*

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES

ETAT DES INSCRIPTIONS REÇUES AU REGISTRE DE COMMERCE DE PAPEETE PENDANT LE MOIS DE SEPTEMBRE 1990.

N° 18.047 - A	du	3	Pito Isabelle Maima
N° 18.048 - A	du	3	Douadi Jean-Philippe
N° 18.049 - A	du	4	Haapa Vina épouse Tetai-
N° 18.050 - A	du	4	Maruki Moea Jeanne épouse Wong You Kong
N° 18.051 - A	du	4	Bourgeois Teanau Teritauaroa
N° 18.052 - A	du	5	Ngoc Mariette
N° 18.053 - A	du	5	Cheong Sang Mario Axel Teanau
N° 18.054 - A	du	5	Tautu Mena
N° 18.055 - A	du	5	Mengarelli Mary Vaite épouse Teremate
N° 18.056 - A	du	7	Casinet Michel
N° 18.057 - A	du	7	Otui Teihotaata
N° 18.058 - A	du	7	Mou Fa Lazara
N° 18.059 - A	du	7	Puarai Tuatara Moea épouse Masia
N° 18.060 - A	du	7	Tehaai Iris
N° 18.061 - A	du	7	Hamer Daniel Antoine
N° 18.062 - A	du	7	Mou Chi San Jean-Louis
N° 18.063 - A	du	7	Tupana Teconea Miami Julie épouse Jithame
N° 18.064 - A	du	7	Mou Tham Jean-Luc
N° 18.065 - A	du	7	Tama Terangi épouse Vanaa
N° 18.066 - A	du	7	Lau Ah Min
N° 18.067 - A	du	7	Taurua Virginie Alexandrine Moe épouse Mervin
N° 18.068 - A	du	7	Wiriamu Linda épouse Marere
N° 18.069 - A	du	7	Galenon Patrick Mourad Laurent
N° 18.070 - A	du	7	Hapairai Victor
N° 18.071 - A	du	7	Tuhiva Atea Motai
N° 18.072 - A	du	7	Chan You Ki Turairoa Veldi
N° 18.073 - A	du	10	Hitiura Elisa Tiarere
N° 18.074 - A	du	10	Kobayashi Shigeo
N° 18.075 - A	du	10	Andres Hélène Huguet Raymonde
N° 18.076 - A	du	10	Rochette David Teheura
N° 18.077 - A	du	10	Temariiama Anselme
N° 18.078 - A	du	10	Pessato Jean-Claude
N° 18.079 - A	du	10	Guichard Martine Michèle
N° 18.080 - A	du	10	Nouveau André René
N° 18.081 - A	du	11	Guillerm Philippe Marcel
N° 18.082 - A	du	11	Lloret Anne-Marie
N° 18.083 - A	du	11	Carneiro Lofc Jean-Marie
N° 18.084 - A	du	11	Jacquin Frédéric Marius Emile
N° 18.085 - A	du	11	Grafte Diana Tearena
N° 18.086 - A	du	11	Toae Jean-Paul Arii
N° 18.087 - A	du	12	Taurua Gisèle
N° 18.088 - A	du	12	Tapati Miterna
N° 18.089 - A	du	12	Kohumocini Isidore Arthur
N° 18.090 - A	du	13	Russmann Patricia Brigitte épouse Hadjibeyl

N° 18.091 - A	du	13	Tixier Itemaëla Tevacarai Tuhairai
N° 18.092 - A	du	13	Ariiotima Auguste Marutini
N° 18.093 - A	du	17	Teariki Bianca Tania
N° 18.094 - A	du	17	Raio Nathalie Erika
N° 18.095 - A	du	17	Athlan Abraham
N° 18.096 - A	du	17	Teihotaata Teva
N° 18.097 - A	du	18	Tamarii Teikinui Pierre Marie
N° 18.098 - A	du	18	Poheroa Marc Tumoana
N° 18.099 - A	du	20	Hoata Denis
N° 18.100 - A	du	20	Sam Robi Daniel
N° 18.101 - A	du	20	Haoa Taro
N° 18.102 - A	du	21	Malonda Béatrice Marie Caroline
N° 18.103 - A	du	21	Tuitete Olderson Hono
N° 18.104 - A	du	24	Maiau Turere Dara épouse Germain
N° 18.105 - A	du	24	Lo Yat Terii
N° 18.106 - A	du	24	Ravatua Philippe
N° 18.107 - A	du	24	Gibard Jean-Luc Robert Lucien
N° 18.108 - A	du	26	Mama Eliane Hinano épouse Chang
N° 18.109 - A	du	26	Barsinas Léonard
N° 18.110 - A	du	26	Toae Ruita
N° 18.111 - A	du	26	Van Sou Oite
N° 18.112 - A	du	26	Dourche Félix
N° 18.113 - A	du	26	Maruoi Germain
N° 18.114 - A	du	28	Lau Kendall
N° 18.115 - A	du	28	Yuen Josiane Sou-Tine épouse Truchement

Radiations

N° 14.662 - A	du	4	Teriitaumihau Yves
N° 14.318 - A	du	4	Baron Franck
N° 15.264 - A	du	7	Lefa Mariel
N° 17.611 - A	du	7	Teriitevaoparauri Heimana
N° 17.188 - A	du	7	Mathieu Denis
N° 17.704 - A	du	7	Poirier Christian
N° 13.317 - A	du	7	Mare Raoul
N° 4.417 - A	du	7	Lok Hen Lam Lok Chi Achi
N° 13.052 - A	du	7	Maui Maria a Toimata
N° 11.425 - A	du	7	Hikutini Taruta
N° 15.877 - A	du	7	Coic Hubert
N° 15.719 - A	du	10	Ng Kwaicheung
N° 11.806 - A	du	10	Benoît Jeanne épouse Altmaier
N° 4.215 - A	du	10	Mata Roland
N° 10.818 - A	du	11	Maueaua André
N° 16.113 - A	du	11	Doom Gael
N° 16.878 - A	du	12	Haiti Jérôme
N° 15.176 - A	du	14	Sanford Ralph
N° 2.121 - A	du	14	Apuarii Georges
N° 16.229 - A	du	14	David Louis
N° 14.737 - A	du	17	Beguïn Pascal
N° 17.125 - A	du	17	Faua Raymond
N° 17.866 - A	du	20	Montaud Jacques
N° 9.795 - A	du	20	Matchau Victorine Vahineura épouse Tomorrow

N° 18.044 - A	du 21	Bauzat Odette veuve Roy
N° 15.548 - A	du 24	Teahu Annick épouse Thomas
N° 17.625 - A	du 24	Picart Nathalie épouse Leroux
N° 15.488 - A	du 24	Faura Rike
N° 7.169 - A	du 26	Noël Gérard
N° 12.009 - A	du 27	Liang Ah Fou Yin née Leou Tham

Sociétés

N° 4.012 - C	du 4	S.C. "Penutika perle"
N° 4.013 - B	du 10	S.N.C. "Corrion & Cie" dénommée Kahaia
N° 4.014 - B	du 11	S.A. "Medical Pacifique"
N° 4.015 - B	du 11	S.A.R.L. "Tautavaa"
N° 4.016 - C	du 11	S.C.P. "Parindus"
N° 4.017 - C	du 11	S.C.P. "Les Violettes"
N° 4.018 - B	du 12	S.A.R.L. "Septentrion"
N° 4.019 - C	du 13	S.C.P. "Oxival"
N° 4.020 - B	du 17	S.A.R.L. "Tahitian Graffiti"
N° 4.021 - B	du 17	S.A.R.L. "Pacifique aquaculture services"
N° 4.022 - B	du 20	S.A.R.L. "Station-service R.D.O."
N° 4.023 - B	du 20	E.U.R.L. "Diagonale du sud"
N° 4.024 - B	du 20	S.A.R.L. "Arii Pacifyr"
N° 4.025 - C	du 21	S.C. "Komomaiaia"
N° 4.026 - B	du 21	S.A.R.L. "Société de carrelage et dallage polynésienne" (S.C.D.P.)
N° 4.027 - C	du 24	S.C. "S. & Fatehi"
N° 4.028 - C	du 25	S.C. "Te Pihaa Nui"
N° 4.029 - B	du 28	S.N.C. "Jean Tracqui & Cie"

Radiations de sociétés

N° 1.734 - B	du 17	S.A. "Sopacif Pacifique"
N° 2.973 - B	du 20	S.A.R.L. "Interisland pearls selection"

Fait à Papeete, le 4 octobre 1990.

Le greffier en chef.

D. SALMÓN.

ANNONCE LEGALE

Suivant acte sous seings privés en date à PAPEETE du 24 septembre 1990 portant la mention "Enregistré à PAPEETE le 26 septembre 1990, folio 1, bordereau 4/23,

Mme Irène Movita Pihatarioe, commerçante, épouse de M. Michel Reguron, demeurant à ARUE, P.K. 3,500 (côté montagne),

A cédé à M. Serge René Lucien Thuau, artisan, époux de Mme Yolande Charlotte Blavier, contrôleur du Trésor, demeurant à PUNAAUIA, P.K. 11,800,

Un fonds de commerce de vente de "Tee-shirts - fabrication de pareo peint - confection locale", connu sous le nom de "VAIMA SHIRTS", exploité à PAPEETE, Centre Vaima - lot F, immatriculé au registre du commerce de PAPEETE sous le n° 13.453 A.

Cette vente a été consentie moyennant le prix de 6.000.000 F CP payé comptant et quittancé audit acte.

La prise de possession a été fixée au 1er septembre 1990.

Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues dans les 10 jours de la présente insertion chez M. THUAU, B.P. 86 à PAPEETE.

Pour deuxième insertion,
S. THUAU.

"M.A.I.M.A."

Société à responsabilité limitée au capital de 400.000 FCP

Siège : PAPEETE,

Immeuble "S.C.I. de participation Albert MOUX"

Bureau 3 - 4

R.C.S. : PAPEETE N° 2808

DEMISSION DU GERANT

Il résulte des délibérations de l'assemblée générale extraordinaire des associés, en date du 21 septembre 1990, contenant démission de M. Serge EMSALLEM de ses fonctions de gérant, pour compter du 1er octobre 1990, et nomination de M. Jacques STOULS, en qualité de nouveau gérant, la modification ci-après aux mentions antérieurement publiées.

Gérance

Mention périmée :

M. Serge EMSALLEM,
demeurant à MAHINA.

Mention nouvelle :

M. Jacques STOULS,
demeurant à FAAA, lotissement TEHA, PATOA n° 14.

Pour avis et mention,
La gérance.

PRESTIGE

Société à responsabilité limitée

Au capital de 400.000 F CFP

Siège social : Papeete, rue Jeanne-d'Arc,

Immeuble Malardé, premier étage

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte aux minutes de Me Marcel LEJEUNE, notaire à Papeete, en date des 13 et 16 août 1990, il a été établi les statuts d'une société commerciale dont les caractéristiques sont les suivantes :

Forme : Société à responsabilité limitée.

Dénomination sociale : PRESTIGE.

Objet : L'achat, l'importation, la distribution sélective, la surveillance de cette distribution, la représentation et la commercialisation en général de produits de luxe, de parfumerie et cosmétiques de grande marque, et tous articles cadeaux et de mode.

Siège social : Papeete, rue Jeanne-d'Arc, immeuble Malardé, premier étage.

Durée : 99 années à compter de l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés.

Apports en nature : Néant.

Apports en numéraire : 400.000 F CFP.

Capital social :

400.000 francs CFP divisé en 200 parts de 2.000 F CFP chacune, numérotées de 1 à 200 et attribuées aux associés en proportion de leurs apports respectifs en numéraire.

Gérants :

- M. Albert-Alain BOURDIN, demeurant à Arue, P.K. 7, côté mer ;
- Et M. Guy MOROU, demeurant à Papeete, 15, rue Jeanne-d'Arc.

Cessions de parts sociales :

Aux termes de l'article 13 des statuts, les parts sont librement cessibles entre associés, et entre conjoints, ascendants ou descendants.

Elles ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la société qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Immatriculation au registre du commerce :

La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Pour avis,
M. Lejeune,
notaire.

ANNONCES DIVERSES

ASSOCIATION SPORTIVE VAIETE-NUI SECTION TAE KWON DO

Il a été créé une section de TAE KWON DO au sein de l'A.S. VAIETE-NUI.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	:	TERIEROOITERAI Hubert
Secrétaire	:	TETUANUI François
Secrétaire adjointe	:	LO SAM KIEOU Christiane
Trésorier	:	AMIOT Dominique

COMPOSITION DE LA COMMISSION TECHNIQUE :

Président	:	TERIEROOITERAI Hubert
Directeur	:	MAKER Yan
Assistant	:	DAVIO Denis
Secrétaire	:	TETUANUI François

ASSOCIATION "TIREO"

Extraits de statuts

L'association dite TIREO, fondée le 22 septembre 1990, a pour objet le rassemblement de femmes et d'hommes de toutes origines et de toutes conditions qui partagent les mêmes sensibilités et les mêmes valeurs et qui veulent promouvoir en dehors de toute structure politique préalable et en dehors de toute démarche idéologique, une véritable dynamique d'idées au service du développement du territoire de la Polynésie.

Son siège social est fixé à Papeete, rue Jean-Gilbert, quartier du commerce.

L'association met fin à ses activités au lendemain des élections territoriales de 1991.

L'association prend la forme d'un comité de soutien. Elle se fixe comme objectif de donner aux personnes figurant dans la liste conduite par Jean-Marius RAAPOTO aux élections territoriales de mars 1991 les moyens tant intellectuels que matériels, humains et financiers pour être élus.

L'association se fixe comme but à terme de constituer au sein de l'assemblée territoriale un groupe d'élus capables de promouvoir ses convictions en faveur :

- du respect de la démocratie ;
- d'une plus grande rigueur et transparence dans la gestion des affaires du territoire de la Polynésie ;
- de l'adhésion des populations à la conception et à la réalisation de projets de développement quelle qu'en soit l'origine ;
- de la promotion d'une Polynésie pluriculturelle harmonieuse et tolérante.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	:	LE GAYIC Eugénie
Vice-président	:	NHUN FAT Thierry
Secrétaire général	:	SUE Guy
Secrétaire générale adjointe	:	JOQUEL Titaua
Administrateur	:	TERIEROOITERAI Achille
Administrateur adjoint	:	THION Lauthey
Trésorier	:	SANFORD Ahutiare
Trésorière adjointe	:	POINCEAU Jacqueline

Récépissé n° 90-1969 MUR/AA du 8 octobre 1990.

COOPERATIVE SCOLAIRE DE L'ECOLE SAINT-HILAIRE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

Présidents d'honneur	:	Frère ANDRE Dominique YU Gisèle
Présidente	:	VANDAL Elina
Secrétaire	:	LIU Yves
Trésorier	:	SOUFET Pierre
Commissaires aux comptes	:	ANCEL Iris U Véronique

"PETITS ACTIONNAIRES DE MARAMA NUI"**Extraits de statuts**

Il est formé, entre les soussignés et toute autre personne adhérant aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et par les présents statuts.

L'objet de l'association est de :

- 1°) Défendre, faire valoir et représenter les intérêts des "Petits actionnaires de Marama Nui" ;
- 2°) Développer l'information des membres sur les travaux et activités de la société ;
- 3°) Solliciter le concours de tous organismes publics ou privés susceptibles d'aider à atteindre les objectifs ci-dessus ;
- 4°) Intenter toutes actions en justice, d'engager toutes transactions sur tous litiges éventuels ;
- 5°) Désigner en assemblée générale un représentant appelé à siéger au conseil d'administration de Marama Nui, comme le vœu en a été formulé lors de l'assemblée générale de la société le 30 juin 1990.

L'association prend la dénomination de "Petits actionnaires de Marama Nui".

Le siège de l'association est fixé à PAPEETE, B.P. 156. Il pourra être transféré en tout autre lieu sur simple décision du conseil d'administration.

La durée de l'association est illimitée. Elle ne prendra fin que lorsque sa dissolution sera votée par une assemblée générale extraordinaire.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: PALACZ Daniel
Vice-président	: DAVIO Claude
Secrétaire	: BESSALEM Alain
Secrétaire adjoint	: LEE John
Trésorier	: DAUPHIN Vatea
Trésorier adjoint	: LHOMOND Henri

Récépissé n° 90-1829 MUR/AA du 26 septembre 1990.

ASSOCIATION ARTISANALE FARE-MAOHI**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**

Présidente d'honneur	: TEUIRA Tila
Président	: MAMAE Rata
Vice-président	: TEINAURI André
Secrétaire	: BESSEYRE Ferfine
Secrétaire adjointe	: MAHANORA Bénita
Trésorière	: POAREU Teupoo - Teioa
Trésorier adjoint	: DEGAGE Henri
Assesseurs	: TAVITA Mireta TUHITI Teveura NUI Esther TETUIRA Caroline

"ASSOCIATION CULTURELLE PUHI HAU"**Extraits de statuts**

Il est constitué, entre tous ceux qui adhèrent aux présents statuts, une ASSOCIATION CULTURELLE, régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents.

L'association culturelle prend le nom de : "ASSOCIATION CULTURELLE PUHI HAU" de Avatoru, RANGIROA.

Son siège social est fixé à AVATORU.

Sa durée est illimitée.

L'ASSOCIATION CULTURELLE a pour but le développement des activités annexes pour le tourisme en collaboration étroite avec le Comité du tourisme de Rangiroa :

- en donnant son avis sur les différents projets touristiques ;
- en participant à la préservation de l'écologie de l'environnement ;
- en créant des activités touristiques.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: TEROROTUA Roger
Vice-président	: TAMAHEU Nanua
Secrétaire	: SANFORD Loana
Secrétaire adjointe	: TEROROTUA Iris
Trésorière	: TAHUHUATAMA Juliette
Trésorier adjoint	: GROS-BOIS Christian
Assesseur	: TEPA Matahi

Récépissé n° 90-1795 MUR/AA du 21 septembre 1990.

ASSOCIATION "UNION SPORTIVE TARAVAO"**Modification des statuts**

L'association dite "UNION SPORTIVE TARAVAO", fondée en juillet 1970, a pour objet la pratique de l'éducation physique et des sports.

Sa durée est illimitée.

Elle a pour siège la Mairie de Taravao, mais il pourra être transféré en tout autre lieu, éventuellement au domicile du président.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

Président d'honneur	: PERRY Sylve
Présidente	: TAHUAITU Laéticia
Vice-président	: NATUA Tama
Secrétaire	: FOSTER Thérèse
Secrétaire adjoint	: VIVISH Claudino
Trésorière	: TAUATITI Annie
Trésorier adjoint	: TEHEURA Tinirau

ASSOCIATION ARTISANALE
"TE VAHINE MOKOREA"

Extraits de statuts

Il est constitué, entre tous ceux qui adhèrent aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901.

L'association prend le nom de TE VAHINE MOKOREA - MAKEMO.

Son siège social est fixé à PIRAE - PENAHAU.

Sa durée est illimitée.

L'association a pour but l'organisation, la représentation et la défense des intérêts des artisans de la commune de MAKEMO :

- en luttant contre la concurrence des produits d'importation ;
- en encourageant la production et la vente d'objets d'artisanat local ;
- en aidant les autorités responsables à prendre des mesures de protection et de sauvegarde de l'artisanat traditionnel ;
- en adaptant les productions aux exigences du marché ;
- en facilitant l'achat et l'utilisation en commun de matériels et produits nécessaires à l'exercice de la profession ;
- en aidant à la poursuite des progrès moral et professionnel de ses membres ;
- en venant en aide aux membres.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente d'honneur	: ARAKINO Abolina
Présidente	: TAHI Pauline
Vice-présidente	: FAU Adèle
Secrétaire	: ARAKINO Lolita
Secrétaire adjointe	: ARAKINO Christine
Trésorier	: TAHI Jules
Trésorier adjoint	: TAHI Kouakou Georges

Récépissé n° 90-1889 MUR/AA du 1er octobre 1990.

COOPERATIVE SCOLAIRE
DE L'ECOLE MATERNELLE DE HAKAHAU

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

Présidente	: COSTEUX Marthe
Secrétaire	: KOHUMOETINI Rose de Lima
Trésorière	: TATA Véronique

SYNDICAT DES AVICULTEURS "SAVI"

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

Président	: STEIN Vaea
Vice-président	: STEIN Nano
Secrétaire	: PORLIER Freddy
Secrétaire adjoint	: HAERERAAROA Eugène
Trésorier	: VOGNIN Jean-Claude

ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES
DE L'ECOLE PRIMAIRE DE AVERA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

Présidente	: MOEAU Teanono
Vice-présidente	: MOEAU Hérodiane
Secrétaire	: POETAI Joséphine
Secrétaire adjointe	: TEPA Aatuna
Trésorière	: VANAA Apia
Trésorière adjointe	: WOHLER Mataroa

JEUNE CHAMBRE ECONOMIQUE DE TAHITI

Anciennement dénommée

JEUNE CHAMBRE ECONOMIQUE
DE POLYNESIE FRANÇAISE

Changement de dénomination :

Ancienne dénomination :

JEUNE CHAMBRE ECONOMIQUE DE POLYNESIE
FRANÇAISE.

Nouvelle dénomination :

JEUNE CHAMBRE ECONOMIQUE DE TAHITI.

"VAHINE RAVA'I NO RAIATEA"
SECTION FEMININE DU HAURA CLUB DE RAIATEA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

Présidente	: AMIOT Doris
Vice-présidente	: HUNTER Anouk
Secrétaire	: BIESSE Fabienne
Secrétaire adjointe	: BROWN Charlene
Trésorière	: ROTA Mihimana

COOPERATIVE SCOLAIRE
DE L'ECOLE PRIMAIRE DE TAHARUU

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

Président	: OTCENASEK Jean-Marie
Secrétaire	: DAUPHIN Marc
Trésorière	: TETUIRA Yvonne
Commissaires	: PROUT Arlette LEHARTEL Karl

ASSOCIATION ARTISANALE "TE VAHINE TEREHAH"

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

Président	: PUNIAVA Tukihiti
Vice-président	: JUVENTIN Emile
Secrétaire	: JUVENTIN Raymond
Secrétaire adjointe	: MAHAJ Céline
Trésorier	: PUNIAVA Toro
Trésorière adjointe	: SHAN Evelynne

ASSOCIATION ARTISANALE "TE PUA KAUPÉ"

Extraits de statuts

Il est constitué, entre tous ceux qui adhèrent aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901.

L'association prend le nom de ASSOCIATION ARTISANALE "TE PUA KAUPÉ".

Son siège social est fixé à ATUONA - HIVA OA, MARQUISES.

Sa durée est illimitée.

L'association a pour but l'organisation, la représentation et la défense des intérêts des artisans de la commune de ATUONA :

- en luttant contre la concurrence des produits d'importation ;
- en encourageant la production et la vente d'objets d'artisanat local ;
- en aidant les autorités responsables à prendre des mesures de protection et de sauvegarde de l'artisanat traditionnel ;
- en adaptant les productions aux exigences du marché ;
- en facilitant l'achat et l'utilisation en commun de matériels et produits nécessaires à l'exercice de la profession ;
- en aidant à la poursuite des progrès moral et professionnel de ses membres ;
- en venant en aide aux membres.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente d'honneur	: PETERANO Esther
Présidente	: MOREAU Jeannine
Vice-présidente	: TIMAU Rose
Secrétaire	: BOURDAT Chantal
Secrétaire adjointe	: TEAPUAOTEANI Teata
Trésorière générale	: BARSINAS Béatrice
Trésorière adjointe	: KAIMUKO Florence
Assesseurs	: HAITI Tahia CLARK Pélagie KAIMUKO Teepu

Récépissé n° 90-1830 MUR/AA du 26 septembre 1990.

ASSOCIATION ARTISANALE TAMARII MEHITI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

Présidente d'honneur	: MOARII Marie-Louise
Présidente	: TAPI Gréta
Vice-présidente	: TIHATI Myrna
Secrétaire	: MOARII Marie
Secrétaire adjointe	: TEUIRA Odette
Trésorière	: TIHATI Marie
Trésorier adjoint	: MOARII Lucien
Assesseurs	: MARUHI Taaroa TEUIRA Ritia MOARII Jones

ASSOCIATION FAMILIALE
"CLET, WILLIAM WALKER" dénommée "TEREVA"

Extraits de statuts

Il est créé une association familiale "Clet, William WALKER", dénommée "TEREVA", le dimanche 30 septembre 1990, sous l'égide de la loi du 1er juillet 1901.

Elle a pour objet :

- de regrouper et de resserrer les liens familiaux "Clet, William WALKER" dénommée "TEREVA" ;
- de recueillir tous les documents dans les services concernés, (tribunal, état civil, cadastre, etc.) ;
- d'engager toutes actions pour faire aboutir les revendications concernant leur patrimoine ;
- de défendre et de protéger les biens familiaux ;
- d'avoir son identité familiale et juridique.

Sa durée est illimitée.

Son siège est vallée de Hamuta, B.P. 5600, PIRAE-TAHITI, téléphone : 42.72.03. Il peut être transféré ailleurs suivant décision du conseil de famille.

COMPOSITION DU CONSEIL DE FAMILLE :

Présidente d'honneur	: WALKER Taaria née TEINAORE
Président	: WALKER Rodrigue, Carron, Manureva, dit "Carron"
Vice-président	: AGODOR Dayf, Tuarii, dit "Bétu"
Secrétaire général	: WALKER Rommel, Rootearii, Tepemoana, dit "Roo"
Secrétaire générale adjointe	: TEAUROA Lydie, Mahinatea, Faremata a TEINAORE, dite "Ritia", née WALKER
Trésorier général	: WALKER Clet, Sunny, Moanaura dit "Sunny"
Trésorier général adjoint	: WALKER Mateau, Karl, Harold

Récépissé n° 90-1937 MUR/AA du 8 octobre 1990.

FEDERATION ARTISANALE
"TAHITI TE MATA A'I'A'I"

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

Présidentes d'honneur	: TEUIRA Tila TEIHOTAATA Teriifaahei
Présidente	: MOARII Marie
Vice-présidentes	: TAPI Gréta CLARK Tutu
Secrétaire	: VONGUE Delphine
Secrétaire adjointe	: MANUEL Raituarii
Trésorière	: POAREU Teapoo
Trésorière adjointe	: TEHIVA Rakura
Assesseurs	: AMARU Mireille DEXTER Germaine PURAU Miriama

**COMITE TERRITORIAL
DES ASSOCIATIONS ARTISANALES ET CULTURELLES
MAOHI DE LA POLYNESIE**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

Présidente	: LEHARTEL Istella
Vice-présidents	: DROLLET Henriette TOKORAGI Célestin TEAVE Ginette
Secrétaire générale	: HAREHOE Eugénie
Secrétaire adjointe	: CHEBRET Ginette
Trésorière générale	: FAREMIRO Bernice
Trésorier adjoint	: AMARU Raymond
Commissaires aux comptes	: GAULTIER Frédéric CHEUNG SEN Jean-Pierre
Assesseurs	: TARUOURA Terii TEARIKI Nathalie SANGUE Makurata TAURUA Yves BAUWENS Teura TARAUFU Repeta CHEVALIER Marie-Louise

ASSOCIATION SPORTIVE MATAIEA PETANQUE
Anciennement dénommée
AMICALE TAMARII MATAIEA

Changement de dénomination

Il est fondé, entre tous ceux qui adhèrent aux présents statuts, l'association "A.S. MATAIEA PETANQUE" dont le siège est à Mataiea.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

Président d'honneur	: EBB Milou
Président	: ATEO Nicolas
Président adjoint	: ASEN François
Secrétaire	: TEIPOARII Marjorie
Secrétaire adjoint	: ATEO Alphonse
Trésorier	: ATEO Auguste
Trésorière adjointe	: ATEO Lydie
Commissaires aux comptes	: BONNET Hiro ATEO Enntrol ATEO Georges

**COOPERATIVE DU CENTRE SCOLAIRE PRIMAIRE
DE HAKAHAU**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

Président	: VALENTIN Nicolas
Vice-présidente	: APUARII Julia
Secrétaire	: HUVEKE Irène
Secrétaire adjoint	: HIKUTINI Guy
Trésorier	: AH-SCHA Joseph
Trésorière adjointe	: YIP Thérèse

ASSOCIATION O'CLOCK

Régularisation

L'assemblée générale a eu lieu le mardi 10 octobre 1989 au Lycée Paul Gauguin.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

Président	: TUHEIAVA Faimano
Vice-président	: RICHARDSON Gilles
Secrétaire	: SOUFET Doris
Secrétaire adjointe	: LE DUFF Gwenaëlle
Trésorier	: FAUURA Freddy
Trésorier adjoint	: MOULON Georges

**ASSOCIATION ARTISANALE
AUURA TE TAI VAVE VAVE**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

Président d'honneur	: MAIRE Pepe Vahine
Président	: TAIRAPA Joyce
Vice-président	: TUATAA Gérard
Secrétaire	: TUATAA Maima
Secrétaire adjoint	: MAIRE Mere
Trésorière	: DOOM Esther Nathalie
Trésorière adjointe	: FAATOA Elsa
Assesseurs	: DEXTER Tehaamana NAVAITUA Nani MANA Hinano ROTA Pauline

ASSOCIATION ARTISANALE FARA HINANO

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

Président d'honneur	: TAATA'E Tafai
Président	: TAATA'E Teeeva
Vice-présidente	: AKA Sophie
Secrétaire	: TAATA'E Timi
Secrétaire adjoint	: BELLAIS Gladier
Trésorière	: TEIKIHAKATOUA Lucie
Trésorière adjointe	: TAIRUA Aimatateretina

ASSOCIATION ARTISANALE VAHINE VAVITU

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

Présidente	: TAMAITITAHIO Rosita
Vice-présidente	: POUVIRA Claire
Secrétaire	: MARTIN Teura
Secrétaire adjointe	: TEHAHE Ema
Trésorière	: TAMAITITAHIO Poma
Trésorière adjointe	: BARSINAS Pauline

ASSOCIATION TAMARII VAIRAO

Extraits de statuts

L'Association dite "TAMARII VAIRAO", fondée le 20 septembre 1990, a pour objet la pratique des activités physiques et sportives et, en particulier, le sport de la pirogue.

La durée de l'Association est illimitée.

L'Association a son siège à Vairao, P.K. 12,800, côté mer. Il pourra être transféré en tout autre lieu par décision de l'assemblée générale sur proposition du comité directeur.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidents d'honneur	: REID Georges POUIRA Taurarii CHUNG SI NAM Tehaamaru
Président	: TARIHAA Edouard
Vice-président	: HURIORE Edouard
Secrétaire	: MAITERE Fanaura
Secrétaire adjointe	: TEVAEARAI Mimosa
Trésorière	: VEHIATUA Deborah
Trésorier adjoint	: FAOA Jaroslave
Entraîneur	: MOANA Rodolphe
Membres	: POUIRA Edmond TERIITEMAURIREI Roby RAVEA Luciano CHUNG SI NAM Nathalie AFO Roberta FAAITE Yves

Récépissé n° 90-1890 MUR/AA du 2 octobre 1990.

ASSOCIATION ARTISANALE TIARE VAIETE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

Président d'honneur	: JUVENTIN Jean
Présidente	: TAMAITTIAHIO Atea
Vice-présidente	: YEN SAN FAT Ura
Secrétaire	: ARIITAHU Terava
Secrétaire adjointe	: TIHATEA Tamara
Trésorier	: TAMAITTIAHIO Henri
Trésorière adjointe	: MAIRAU Araia

ASSOCIATION SPORTIVE "MANU-PATIA"

Extraits de statuts

Pour compter du 4 avril 1990, il est créé à la commune de MAROE - HUAHINE, une association appelée : "A. S. MANU-PATIA".

L'association a pour but la pratique de l'éducation physique des sports modernes et traditionnels, notamment les courses de pirogues.

Sa durée est illimitée. Elle a son siège à MAROE - HUAHINE.

L'association s'interdit toute discussion et manifestation présentant un caractère politique et religieux.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidents d'honneur	: PUUPUU Teraitua TIATIA Haamaru
Président	: NATUA Benjamin
Vice-président délégué	: TEIHO Areti
1er vice-président	: TIHIVA Ramond
2e vice-président	: TUIHANI Stanley
3e vice-président	: TERIITAHU Ioane
Secrétaire	: PUUPUU Jean
Secrétaire adjoint	: FANAURA Tupearii
Trésorier	: TIATIA Frédo
Trésorier adjoint	: ITCHNER Ernest

Récépissé n° 90-1737 MUR/AA du 19 septembre 1990.

ASSOCIATION ARTISANALE "TENUUHEIMARU"

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

Présidente	: MAIFANO Tepare
Vice-président	: TERII Hubert
Secrétaire	: POUIRA Elvina
Secrétaire adjointe	: TAUAITAI Denise
Trésorière	: MAKITUA Rauhei
Trésorier adjoint	: CADOUSTEAU Jean
Assesseur	: BERNARDINO Maurice

COOPERATIVE DE L'ECOLE MATERNELLE
DE VAITAPE - BORA BORA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

Présidente	: DEANE Eraitia
Vice-présidente	: AREA Edna
Secrétaire	: TEAHUA Adèle
Secrétaire adjointe	: LY SAO Evelyne
Trésorière	: SUCHARD Barbara
Trésorière adjointe	: TEPAHUAUATAIPAIRI Charlotte

COOPERATIVE SCOLAIRE
DE L'ECOLE MATERNELLE DE FAAROA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

Président d'honneur	: ALIBERT Bernard
Présidente	: LETANG Cécile
Vice-présidente	: TAERO Micheline
Secrétaire	: HIO Tetua
Secrétaire adjointe	: IMIURA Célestine
Trésorière	: PORLIER Anna
Trésorière adjointe	: ANUANU Laure
Commissaires aux comptes	: ARIITAI Denise TCHING PIOUS Laina

**ASSOCIATION ARTISANALE
TE'ARAMA NUI NO MARAA**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

Présidente d'honneur	: TAHUTINI-WOOD Protea
Présidente	: HUGON Ilany
Vice-présidente	: TAHUTINI-HUGON Amélie
Secrétaire	: HUGON Teva
Secrétaire adjointe	: LENOIR Hélène
Trésorière	: TAHUTINI Noella
Trésorier adjoint	: TAHUTINI Stanley

**ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES
DES ECOLES MATERNELLE ET PRIMAIRE
DE MOERAI - RURUTU**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

Président	: TEAUROA John
Vice-président	: HATTITO Motaha
Secrétaire	: TETUANUI Omer
Secrétaire adjoint	: TAVITA Nauma
Trésorière	: TEINAORE Victorine
Trésorière adjointe	: PETERANO Jackina

EN VENTE A L'IMPRIMERIE OFFICIELLE
(liste non limitative)

**REGLEMENTATION DES LOYERS
ET LOCAUX A USAGE COMMERCIAL**

Prix : 180 francs

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PAPEETE

Recueil de jugements

(16 septembre 1988 — 31 décembre 1989)

Prix : 2.400 francs

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PAPEETE

Recueil de jugements

(16 septembre 1987 — 15 septembre 1988)

Prix : 1.960 francs

**STATUT DU TERRITOIRE
DE LA POLYNESIE FRANÇAISE**

LOI n° 84-820 du 6 septembre 1984

modifiée par la loi n° 90-612 du 12 juillet 1990

Prix : 310 francs

**CONVENTION COLLECTIVE
DES AGENTS NON FONCTIONNAIRES
DE L'ADMINISTRATION DE LA POLYNESIE FRANÇAISE**

Rédition 1989

Prix : 550 francs

**TEXTES RELATIFS A L'INTEGRATION
DANS LA FONCTION PUBLIQUE METROPOLITAINE
(Corps de l'Etat pour l'administration
de la Polynésie française)**

Prix : 380 francs

NOMENCLATURE GENERALE DES MEDECINS

Prix : 300 francs

**PROCES-VERBAL TYPE DES ELECTIONS
DES DELEGUES DU PERSONNEL**

Prix : 60 francs

CARTE DES COMMUNES

Prix : 420 francs

CODE DE LA MER en tahitien

Prix : 384 francs

CODE DE LA ROUTE

Prix : 1.800 francs

CODE DES DOUANES

Prix : 396 francs